

Introduction	2
1 Pourquoi un engagement majeur n'est pas à exclure ?.....	4
11) Le monde devient plus dangereux alors que l'équilibre post guerre froide est remis en cause	4
12) Une contestation émergente	6
13) Un réarmement généralisé avec la montée des périls	10
2. Conséquences et effets d'un EM.....	13
21) Un conflit symétrique impliquant un engagement de tous les moyens	14
22) De nouvelles formes d'affrontement en particulier dans les champs immatériels	18
23) Vers une guerre totale ?.....	20
3 Des parades multiformes et multi champs.....	22
31) Sur le plan militaire.....	23
32) Préparer la nation	34
33) Retrouver une mentalité de conquérant	36
Conclusion :.....	39

Introduction

Le 09 novembre 1989, la chute du mur de Berlin marquait la fin de la guerre froide et la victoire de l'Occident sur le bloc soviétique. Dans l'analyse des conséquences de cet événement, les gouvernements occidentaux préférèrent la thèse de Francis Fukuyama¹ à celle de Samuel Huntington². De ce fait, à l'instar de Laurent Fabius, ils réclamèrent les dividendes de la paix, pariant sur la fin des conflits entre grandes puissances. Le corolaire de cette analyse fut la baisse des budgets militaires, la réduction des effectifs et l'abandon de capacités de combat de haute intensité.

Et c'est un fait que durant deux décennies, les armées françaises n'eurent pas à affronter, à part peut-être lors de la première guerre du Golfe, de forces comparables aux leurs. D'opérations de maintien de la paix en opérations d'interposition ou d'imposition de la paix, elles se sont peu à peu transformées en unités de corps expéditionnaires certes performantes mais habituées à affronter un ennemi asymétrique ou dissymétrique. Même si l'intensité des combats étaient parfois forte et les affrontements meurtriers (Afghanistan, Serval...), les opérations se déroulaient dans un certain « confort » opérationnel avec la maîtrise de la troisième dimension, sans déni d'accès et avec des systèmes de commandement et de contrôle ne risquant pas d'être brouillés.

Comme de nombreuses chancelleries européennes, la France comptait avant tout sur la diplomatie et sur le droit international pour canaliser la violence entre États et prévenir les conflits. C'était oublier que « la politique internationale est un rapport de force avant d'être un débat d'idées ».³

À la fin de la décennie 2010, dans les états-majors et dans quelques *think tanks*, on commença à réfléchir sur le retour de la haute intensité. Ces réflexions furent d'abord considérées par nombre de journalistes et de spécialistes de défense comme un artifice destiné à obtenir une augmentation du budget de la défense. En jouant les cassandres, les militaires espéraient selon eux obtenir plus de moyens.

Cependant l'évolution du contexte international et l'invasion de l'Ukraine par la Russie viennent de confirmer que l'hypothèse d'un affrontement direct entre grandes puissances ne peut plus être ignorée⁴ et que l'intuition des états-majors sur le retour des conflits de haute intensité et l'éventualité d'un engagement majeur sur notre continent ne sont plus des utopies.

Mais qu'entendons-nous par haute intensité ou engagement majeur ? Ce ne devrait pas être une guerre totale au sens clausewitzien du terme, la dissuasion nucléaire rendant peu probable le risque « d'ascension aux extrêmes »⁵.

¹ Fukuyama Francis, *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris, Flammarion, 1992, 452 p.

² Huntington Samuel, *Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997, 368 p.

³ Gomart Thomas, *Guerres invisibles, nos prochains défis géopolitiques*, Paris, Tallandier, 2021, 316 p, p 257 et 12.

⁴ Ministère des armées, *Actualisation stratégique 2021*, janvier 2021, 56 p, p 45.

⁵ Von Clausewitz Carl, *De la guerre*, Paris, Éditions de Minuit, 1963, 760 p, p. 298.

Si la haute intensité peut revêtir un caractère politique lorsque les intérêts vitaux de la Nation sont menacés, elle doit être aussi considérée sur un plan purement militaire indépendamment d'intérêts politiques en jeu⁶. C'est dans ce cadre que les armées ont réfléchi et donné une définition de la haute intensité. L'armée de Terre d'abord en a donné, en 2020, sa définition : « Affrontement soutenu entre masses de manœuvres agressives se contestant jusque dans la profondeur et dans différents milieux de l'ensemble des champs de conflictualité (physique et immatériel) et dont l'objectif est de vaincre la puissance de l'adversaire. » Elle fut précisée et complétée quelques mois plus tard au niveau interarmées avec l'introduction de la dimension stratégique : « Sur le plan stratégique, un conflit de haute intensité s'entend comme un affrontement extrême des volontés politiques, provoqué par le franchissement – volontaire ou non – du seuil de tolérance d'un des protagonistes en regard d'enjeux majeurs, voire jugés existentiels. S'exerçant en différents domaines, la confrontation dépasse le strict périmètre des armées et peut nécessiter la mobilisation durable de nombreuses ressources. Un tel affrontement peut générer des pertes humaines, matérielles et immatérielles élevées pour la nation.

Sur le plan tactique, la haute intensité est une confrontation très violente et soutenue entre forces, dans tous les champs et milieux, et susceptible d'entraîner une attrition importante. Elle peut être circonscrite et sporadique, et sans qu'il n'y ait nécessairement corrélation avec le degré d'intensité de l'affrontement stratégique. »⁷

La haute intensité ou engagement majeur ne doit pas être confondue avec l'hypothèse d'engagement majeur (HEM) qui envisage une forme de haute intensité mais n'est pas complètement assimilable à ce que serait un futur conflit de haute intensité. C'est avant un contrat opérationnel, c'est-à-dire le conflit auquel les forces armées devront pouvoir faire face. Le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013 définissait ainsi l'HEM : « nos forces devront pouvoir être engagées dans une opération de coercition majeure, tout en conservant une partie des responsabilités exercées sur les théâtres déjà ouverts. Sous préavis suffisant, après réarticulation de notre dispositif dans les opérations en cours et pour une durée limitée, les armées devront être capables de mener en coalition sur un théâtre d'engagement unique, une opération à dominante de coercition, dans un contexte de combats de haute intensité. »⁸. Elle est, en quelque sorte, un outil qui sert à définir la taille et le modèle de nos armées⁹.

Qu'en est-il vraiment des risques d'engagement de nos forces dans un conflit de haute intensité ? Quelles en seraient les conséquences et les manifestations tant pour les troupes que pour la population ? Sommes-nous prêts à affronter ce type de conflit et comment s'y préparer ? Telles sont les questions afférentes à l'émergence des risques d'un engagement majeur de nos armées à nos frontières ou sur un territoire extérieur.

⁶ Tenenbaum Élie, Pesqueur Michel, *Les défis de la « haute intensité » : enjeu stratégique ou capacitaire ?* RDN Cahier - 13-10-2020 - *La vision stratégique de l'Armée de terre* - p. 11-17

⁷ Ministère des armées, CICDE, CIA 01, *Concept d'emploi des forces*, 2020, 40 p, p 14.

⁸ *Livre blanc de défense et de sécurité nationale*, 2013, 160 P, p. 92.

⁹ Assemblée nationale, commission de la défense nationale et des forces armées, rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité et présenté par Mme Patricia Mirallès et M. Jean-Louis Thiériot, 17 février 2022, 187 p, p 32.

En fait la question du retour de la haute intensité doit être prise en grande considération, car nous ne sommes pas encore prêts à affronter les effets d'un affrontement majeur. Nous devons préparer non seulement nos forces mais toute la Nation à une telle éventualité.

Il convient, tout d'abord, d'exposer les raisons pour lesquelles un engagement de nos armées dans un conflit de haute intensité n'est plus illusoire avant d'en décrire les effets tant sur les forces que sur la nation tout entière en s'appuyant notamment sur les premiers retours d'expérience de la guerre en Ukraine. Enfin il sera utile de décrire les moyens militaires et civiles à développer pour y faire face.

1 Pourquoi un engagement majeur n'est pas à exclure ?

La lecture des différents livres blancs depuis 2008 montre une dégradation de l'environnement géopolitique et une accélération des évolutions observées depuis cette date. Les récents événements en Ukraine mettent fin au dogme de l'intégrité territoriale en Europe pourtant parachevée par la charte de Paris de 1990. Le contexte actuel rend presque obsolète l'actualisation stratégique 2021 qui alertait sur les risques de retour de la haute intensité et de la probabilité d'un engagement majeur pour nos forces. Ceci est le résultat d'un environnement international de plus en plus dangereux où émerge une contestation prégnante de l'ordre établi et ce dans un contexte de course aux armements.

11) Le monde devient plus dangereux alors que l'équilibre post guerre froide est remis en cause

Depuis le début des années 2000, le contexte stratégique évolue vers plus de conflictualité. Le relatif équilibre post seconde guerre mondiale suivi d'une espérance de paix universelle consécutive à la chute de l'empire soviétique semble se dissoudre dans une contestation de plus en plus importante de l'ordre international.

111) La fin du l'équilibre post WWII

L'ère post seconde guerre mondiale avait vu disparaître temporairement les menaces dites conventionnelles c'est-à-dire des conflits armés classiques entre deux puissances étatiques, au profit de conflits dits asymétriques¹⁰. L'équilibre de la terreur avait neutralisé les velléités des deux grandes puissances. Elles s'étaient entendues pour limiter la prolifération nucléaire et le nombre d'armes nucléaires en leur possession (TNP, SALT, START...). Mais cet équilibre est contesté par le retour d'une prolifération masquée avec des états, l'Iran et la Corée du Nord

¹⁰ Assemblée nationale, commission de la défense nationale et des forces armées, rapport d'information déposé par la commission de la défense nationale et des forces armées portant recueil d'auditions de la commission sur l'évolution de la conflictualité dans le monde, 28 juillet 2020, 488 p, p 8.

notamment aux postures nucléaires opaques, voire tournées vers l'emploi remettant en cause les codes classiques de la dissuasion¹¹.

Dans un environnement stratégique rompant avec les équilibres post seconde guerre mondiale, « l'intensification des rivalités entre grandes puissances se traduit aujourd'hui par un continuum de contestations, de compétitions, de confrontations et par des actions dans les zones grises afin d'intimider ou de contraindre, avec des risques de dérapages plus importants qu'avant. L'escalade est constante. Tout cela se traduit par une remise en cause des équilibres existants : je pense en particulier à l'architecture internationale de sécurité et de multilatéralisme. »¹²

Cette remise en cause de l'architecture de sécurité et du multilatéralisme fragilise un équilibre mondial jusqu'alors garant d'une sécurité relative pour les puissances occidentales.

112) Un équilibre mondial déstabilisé par la remise en cause de l'ordre multilatéral

Le multilatéralisme que l'on croyait établi au niveau international après la chute du mur est, de nos jours, fortement ébranlé par la contestation des valeurs universelles par ceux qui promeuvent une approche souverainiste stricte. Cela se traduit par une remise en cause du droit et des conventions internationales et la fragilisation du cadre juridique et multilatéral censé limiter la conflictualité internationale en empêchant ou en contenant les conflits ou du moins les modérer et éviter qu'ils ne dégénèrent en conflit généralisé¹³.

Le droit est abandonné au profit des rapports de force quand il n'est pas instrumentalisé. Les exemples sont nombreux de ce type de contestation. Le droit de la mer est bafoué en Mer de Chine ou en Méditerranée orientale. Des traités de non-prolifération sont dénoncés ainsi en est-il du traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) caduque depuis le retrait des États-Unis et de la Russie en 2019. Les États-Unis se sont retirés du traité « Ciel ouvert » de 1992 en 2020. Des institutions internationales ne sont plus respectées ou pas reconnues comme le tribunal pénal international. Même l'ONU devient de plus en plus impuissante, certaines de ses organisations étant jugées trop partiales comme l'UNESCO qui a vu les États-Unis et Israël quitter ses rangs. Mais plus encore, l'action du conseil de sécurité est réduite à néant à partir du moment où l'un de ses membres permanent est partie prenante d'un conflit comme le montre le veto russe à chaque tentative de résolution sur le conflit en Ukraine.

Les alliances sont fragilisées notamment en Occident avec le basculement des États-Unis vers l'Orient. Amorcé par Barak Obama (*nation building at home*), il s'est accentué avec Donald Trump au grand dam des Européens au point que l'OTAN était qualifiée d'organisation en état de mort cérébrale par notre président. Le début de la présidence de Joe Biden semblait marquer un infléchissement qui s'est affirmé avec la guerre en Ukraine. Mais il n'est pas certain que cela dure, l'adversaire principal des États-Unis restant la Chine. De plus ce retour américain en Europe se fait au détriment de la construction d'une défense européenne au moment où le reste du monde semble vouloir se détacher de l'occident comme le prouve l'attitude neutre voire

¹¹ *Actualisation stratégique 2021, Op. Cit.*, p 14.

¹² Assemblée nationale, commission de la défense nationale et des forces armées, audition, à huis clos, de M. le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées, sur l'adaptation de la LPM 2019-2025 aux enjeux stratégiques, mercredi 2 juin 2021.

¹³ Rapport d'information sur l'évolution de la conflictualité dans le monde, *Ibid.*, p 18

bienveillante vis-à-vis de la Russie de nombreux pays notamment en Afrique. En fait le monde devient sans autorité morale et le rapport de forces fait son grand retour dans les relations internationales.

113) Le retour d'une politique de rapports de force dans un monde multipolaire disputé

Les échecs répétés des États-Unis à imposer leur modèle et leur système de valeurs en Irak, en Syrie et en Afghanistan ont provoqué deux mouvements concomitants. D'une part une volonté de désengagement et de réorientation vers l'Asie de la première puissance mondiale (même si ce mouvement est ralenti depuis le 24 février 2022), d'autre part un retour à la compétition de puissance où les rapports de forces se font de plus en plus fréquents. L'usage de « stratégies hybrides », c'est-à-dire combinant des modes d'action militaires et non militaires, directs et indirects, légaux ou illégaux, mais toujours ambigus, conçus pour rester sous le seuil estimé de riposte ou de conflit ouvert devient courant avec entre autres l'utilisation de groupes armés non étatiques rendant ainsi possibles des agressions armées dissimulées.

Au brouillard de la guerre cher à Clausewitz s'est substitué le brouillard de la paix¹⁴ avec les difficultés d'attribution des agressions. En outre, le territoire fait son retour dans le jeu des relations internationales. Alors que la mondialisation semblait marquer sa disparition parmi les motifs de conflits, la fin de l'Histoire n'est pas advenue et les revendications nationalistes ou religieuses redeviennent un puissant facteur de risques.

Les interdépendances parce qu'elles sont asymétriques, peuvent être utilisées par ceux qui sont du bon côté de l'asymétrie comme des leviers de puissance. La régulation par le droit international a laissé la place à une sécurité transactionnelle, dans laquelle toutes les interdépendances sont instrumentalisées dans une logique de puissance et où les alliances sont moins fondées sur des valeurs communes que sur des intérêts strictement nationaux constamment réévalués. La connivence entre la Turquie et la Russie ou celle entre la Russie et la Chine relèvent de ce schéma même si la Chine a une attitude ambiguë dans le conflit russo-ukrainien, refusant de condamner l'agression mais n'apportant cependant pas un soutien ferme à la Russie. L'essor de substituts à l'emploi de la force – les sanctions économiques, les cyberattaques – renforcent cette tendance en réduisant le coût (humain, financier, réputationnel...) de l'agression¹⁵.

En fait ce retour du rapport de force relève d'une contestation émergente de l'ordre mondial établi depuis 1945.

12) Une contestation émergente

Le relatif déclin de la supériorité occidentale via la baisse de l'hégémonie américaine a pour corolaire l'émergence d'une contestation de l'ordre établi par des puissance dites

¹⁴ Rapport d'information sur l'évolution de la conflictualité dans le monde, *Op. Cit*, p 9.

¹⁵ Lafont Rapnouil, Manuel directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères, in *rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité*, p 12.

« révisionnistes », des démocraties désinhibées et d'anciennes puissances brandissant la menace de la force.

121) Des états révisionnistes (Chine et Russie) contestent l'ordre mondial

La Chine et la Russie réfutent l'ordre international actuel car elles jugent insuffisantes les garanties de sécurité et de développement d'un système fondé sur une civilisation et un système de valeur jugés décadents comme le prouvent les déclarations de Vladimir Poutine justifiant l'« opération spéciale » par la nécessité de protéger la Russie de l'agression d'un occident décadent. Maîtrisant l'approche indirecte, elles emploient des moyens sous le seuil du conflit armé (lutte d'influence par l'octroi d'aide économique et financière (en se substituant au FMI pour l'octroi de prêts à certains pays au bord du défaut de paiement) synonyme de dépendance, guerre informationnelle) tout en s'armant massivement. Elles délégitiment les instances de dialogue multilatéral, confinées à l'impuissance réduisant ainsi les voies du dialogue et les opportunités de désescalade.

L'objectif de la Chine est de dépasser les États-Unis en tant que super puissance à l'horizon 2049 (centenaire de l'accession au pouvoir du Parti communiste chinois). Elle s'y attelle activement tant sur le plan économique que militaire¹⁶. Et c'est avant tout sur le plan économique que la Chine a commencé à montrer ses vues expansionnistes pour son modèle. Avec le projet des nouvelles routes de la soie, elle a développé un partenariat économique avec ses voisins et d'autres pays. Partenariat qui confine à la dépendance pour ses partenaires ou plutôt ses clients qui risquent de devenir ses obligés. Elle est ainsi le premier partenaire économique de l'Europe et principal créancier de l'Afrique.

Sur le plan stratégique sa rivalité avec les États-Unis est désormais patente et elle ambitionne de devenir incontestable dans sa sphère d'influence. Elle a ainsi doublé son budget de défense depuis 2012 se hissant à la deuxième place mais toutefois loin derrière les États-Unis, développé son arsenal nucléaire tout en menant une réflexion sur ses concepts d'emploi et investi activement dans la recherche et développement (R&D) en matière d'armement. À noter que le 22^{ème} congrès du parti communiste chinois s'est soldé par un renforcement des pouvoirs de Xi Jinping qui a réaffirmé sa volonté de faire entendre encore davantage la voix de la Chine quitte à exacerber ses relations avec le grand rival américains notamment à propos de Taïwan. Le nouveau grand timonier a terminé son discours sur une apostrophe sans équivoque : « Osez vous battre pour la victoire ». Ce slogan de Xi Jinping devrait encore davantage faire entendre la voix de la Chine. Quitte à accroître les tensions avec le grand rival américain, en particulier autour de la question de Taïwan.

Cette volonté hégémonique est désormais un sujet de préoccupation pour les puissances occidentales et l'Union Européenne (UE) en particulier qui voit en elle un « rival systémique » tout en demeurant un compétiteur économique et parfois un partenaire diplomatique de premier plan. Le durcissement de la diplomatie chinoise (phénomène des ambassadeurs « loups

¹⁶ Rapport d'information sur l'évolution de la conflictualité dans le monde, *Op. Cit*, p 6.

guerriers », instrumentalisation du droit...) emprunte aux méthodes d'influence du régime russe et est en passe de les surpasser dans leur ampleur et leur nocivité¹⁷.

Moins puissante économiquement que la Chine, la Russie s'emploie à rejouer un rôle de premier plan sur la scène internationale en agissant dans les zones grises avec un éventail d'actions allant de la désinformation et la propagande aux menaces cyber en passant par des moyens d'action clandestins. Mais c'est surtout sur le déploiement de ses capacités militaires qu'elle compte pour contester l'ordre établi. Malgré un déclin économique et démographique, elle investit dans le développement de ses capacités militaires tant conventionnelles (char de nouvelle génération, missiles hypersoniques, capacités d'A2/AD) que non conventionnelle (proxies, société Wagner). Elle renouvelle sa composante nucléaire (tirs d'essai de Satan 2 en avril 2022).

Avec Vladimir Poutine, la Russie a reconstruit et modernisé son armée et revu sa doctrine en matière d'intervention. La Géorgie en 2008, la Crimée et le Donbass en 2014 puis la Syrie en 2015 montrent sa volonté de reconstituer sa zone d'influence traditionnelle mais aussi d'agir au-delà de celle-ci vers la Méditerranée orientale notamment et en s'érigeant en rôle d'arbitre régional comme lors de la crise du Haut Karabakh de 2020¹⁸.

Parvenue à se rendre incontournable dans la gestion des crises régionales, sa spécificité réside dans sa capacité d'actions multiformes dans tous les niveaux de conflictualité et son aptitude à se projeter rapidement. Cependant, l'évolution du conflit ukrainien montre que la puissance et l'efficacité de l'armée russe ont été surévaluées tant par les occidentaux que par le Kremlin. L'« opération spéciale » est loin d'être une guerre éclair et une promenade de santé pour les troupes russes.

Mais ses tentatives d'intervention en Méditerranée ou dans le sud du Caucase se heurtent à une autre volonté expansionniste, celle de la Turquie, exemple de démocratie remettant aussi en cause le modèle occidental de stabilité.

122) Apparition des démocraties désinhibées, l'exemple de la Turquie

Malgré des difficultés internes (inflation galopante, chômage, dévalorisation de la livre turque, début de contestation politique qui s'est traduite par sa mise en ballottage lors de la dernière élection présidentielle qu'il a néanmoins remportée)) M. Erdogan veut redonner à son pays son lustre d'antan en le rendant incontournable en Asie centrale et au Moyen-Orient mais aussi interférer dans les affaires européennes.

Membre de l'OTAN depuis 1952, la Turquie s'est longtemps montrée désireuse de s'intégrer dans l'UE (candidature formelle d'adhésion en 1999). L'arrivée au pouvoir de Recep Erdogan a marqué un tournant dans la politique étrangère turque. Quelques temps enclin à poursuivre la politique d'intégration européenne, il s'est rapidement lancé dans une politique néo ottomane allant crescendo à mesure que le centenaire de la proclamation de la République turque approchait, anniversaire qui ravive le douloureux souvenir du traité de Sèvres synonyme de dislocation de l'Empire ottoman dans l'imaginaire collectif turc. Cette politique vise à retrouver

¹⁷ Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité *Op. Cit.*, p 18.

¹⁸ Gomart Thomas, *Op Cit.*, p 47.

la sphère d'influence de l'Empire ottoman, à réduire sa dépendance énergétique et à affirmer l'autorité turque sur l'islam politique comme le montre la transformation de la basilique Sainte Sophie en mosquée. Sur le plan extérieur, la Turquie s'active sur plusieurs fronts tout en diffusant la vision prosélyte de l'islam des Frères musulmans. La Turquie est intervenue en Libye, en Irak et en Syrie. Sa marine est présente en Méditerranée orientale pour accéder aux théâtres syriens et libyens et pratique des intrusions dans les eaux territoriales chypriotes pour sécuriser ses explorations gazières. Son influence est grandissante dans la corne de l'Afrique notamment en Somalie. Elle interfère également en Europe par les agissements de ses ressortissants qui forment des communautés organisées et contrôlées allant jusqu'à leur donner des consignes de vote lors des élections. Au Caucase, elle a soutenu activement l'Azerbaïdjan dans le conflit du Haut-Karabakh contrebalançant l'influence russe dans la région. En fait, elle exploite le désengagement américain de Méditerranée, ainsi que l'effacement des Européens¹⁹, comme l'a encore prouvé l'absence de réactions au discours belliqueux de R Erdogan, menaçant explicitement la Grèce et Chypre, lors du premier sommet de la communauté politique européenne en octobre 2022.

Cet effacement ranime les velléités d'anciennes puissance et le retour des menaces de la force.

123) Résurgence d'anciennes puissances et les menaces de la force

Les échecs répétés des puissances occidentales à étendre leur modèle à toute la planète ont non seulement permis le retour de la compétition de puissance entre deux des membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU mais aussi réveillé les désirs expansionnistes d'anciennes puissances qui rejettent le modèle occidental et remettent les menaces de la force dans le jeu des relations internationales.

À l'instar de la Turquie, l'Iran mène aussi une politique de puissance dont les effets se font ressentir au-delà de sa sphère régionale. Son objectif outre l'extension de l'islam chiite est de contrecarrer la politique des États-Unis dans la région. Depuis la révolution islamique qui a chassé le Shah, les deux pays n'entretiennent aucune relation diplomatique. En se livrant à une course à l'armement nucléaire, l'Iran a dû subir les conséquences d'une série de sanctions décidées par la communauté internationale. En 2015, le *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA) prévoyait la fin du programme nucléaire militaire iranien contre l'allègement des sanctions. Il fut dénoncé par l'administration Trump qui reprochait à la République islamique de ne pas le respecter. Les négociations ont repris début 2022. En fait les États-Unis reprochent à l'Iran de développer son programme nucléaire militaire afin de devenir une puissance nucléaire mais aussi d'être un facteur de déstabilisation au Moyen-Orient par l'influence qu'elle exerce sur le Liban via le Hezbollah, sur la Syrie via son soutien au régime, sur le Yémen via les houthis et enfin sur l'Irak.

De plus l'Iran étend son influence en Méditerranée orientale, en Mer Rouge et en Mer Caspienne. Apte à planifier et à réaliser des opérations complexes, Téhéran poursuit une stratégie offensive multiforme : le terrorisme d'état à finalité diplomatique, la guerre asymétrique pour l'influence

¹⁹ Gomart Thomas, Ibidem, p 51.

régionale et les missiles balistiques pour la rivalité de puissance²⁰. L'Iran étant également ses activités à la vente d'armement, exportant ses drones jusqu'en Russie et se trouvant impliquée de facto dans un conflit hors de sa zone d'influence.

Mais c'est en Asie que les menaces d'usage de la force sont les plus prégnantes. L'Inde et le Pakistan, la Chine et Taïwan, la Chine et le Japon, ou encore les deux Corées pourraient être tentées de résoudre leurs contentieux par la force, accroissant ainsi le risque d'un conflit majeur. La montée des tensions et des antagonismes s'accompagne d'un réarmement généralisé.

13) Un réarmement généralisé avec la montée des périls

L'espoir de paix universelle soulevé par la fin de la guerre froide fut éphémère et face à la montée des périls toutes les régions de globe réarmèrent à l'exception de l'Europe.

131) Réarmement généralisé

Ce réarmement n'est pas que quantitatif, il est aussi qualitatif et marqué par la prolifération des armes de destruction massive.

Le dernier rapport du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) estime les dépenses militaires mondiales à 1981 milliards de dollars en 2020, en augmentation de 2,6% par rapport à 2019. En termes de PIB, elles atteignent 2,4% avec une hausse de 0,2 point en un an soit la plus forte augmentation depuis la crise financière de 2008. Elles s'accroissent partout : de 5,1 % en Afrique, de 4 % en Europe, de 3,9 % dans les Amériques et de 2,5 % en Asie et Océanie sachant qu'il n'y a pas de chiffre pour le moyen orient.

Les États-Unis et la Chine sont les pays qui ont le plus augmenté leurs dépenses militaires. Pour les États-Unis elles augmentent pour la 3^{ème} année consécutive pour atteindre 778 milliards de dollars (+ 4,4 % depuis 2019 mais - 10 % depuis 2011). Les postes budgétaires concernés sont la R&D, la mise à niveau de l'arsenal nucléaire et les acquisitions d'armes à grande échelle. La Chine a selon les estimations dépensé 252 milliards de dollars (+ 1,9 % depuis 2019 et + 76 % depuis 2011) pour développer son arsenal militaire. C'est la plus longue période d'augmentations ininterrompues (26 années consécutives) par un pays selon le SIPRI. Loin derrière les deux premiers, l'Inde arrive en 3^{ème} position avec 72,9 milliards de dollars (+2,1 %). Elle devance la Russie qui a augmenté ses dépenses de 2,5% pour atteindre 61,7 milliards de dollars mais a dû réduire ses ambitions de 6,6% par rapport au budget initial à cause des difficultés économiques liées, notamment, à la crise de la COVID. Après une décennie de réduction de ses budgets le Royaume-Uni a accru ses dépenses militaires de 2,9%.²¹

Fin avril 2022, le SIPRI a actualisé ses estimations. Le total des dépenses militaires mondiales a augmenté de 0,7 % en termes réels en 2021, pour atteindre 2 113 milliards de dollars. Les cinq

²⁰ Gomart Thomas, *Op Cit.*, p 48.

²¹ *Sipri Yearbook 2021 Armaments, Disarmament and International Security*, résumé en français, 32 p, p 12-13.

premiers États en volume de dépenses militaires en 2021 - États-Unis, Chine, Inde, Royaume-Uni et Russie - concentrent 62 % des dépenses militaires mondiales.

Les conséquences de cette augmentation des budgets militaires sont, entre autres, la prolifération des armes de destruction massive et une course technologique pouvant amener à des ruptures stratégiques majeures²².

Lors de son audition devant l'Assemblée nationale sur l'adaptation de la Loi de Programmation Militaire (LPM) 2019-2025) le Chef d'État-Major des Armées (CEMA) d'alors a relayé les craintes émises par *l'actualisation stratégique* 2021 des risques de prolifération qui ne concernent pas seulement la Corée du Nord (RPDC) et l'Iran mais aussi le Pakistan²³.

L'UE s'inquiète également de la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs qui constitue une menace persistante, comme en témoignent notamment les programmes nucléaires de la Chine et de l'Iran, l'utilisation répétée d'armes chimiques ainsi que le développement et le déploiement de nouveaux missiles balistiques, de croisière et hypersoniques avancés²⁴.

L'apparition de ces missiles hypersoniques montre que le réarmement est aussi qualitatif. Les grandes puissances investissent énormément dans la R&D pour maîtriser les vecteurs de frappe hypersonique, développer la numérisation et la cyberguerre, ou contrôler l'espace extraatmosphérique. L'hypervélocité, la miniaturisation – des drones, en particulier –, le développement de systèmes automatisés (dits autonomes) sont des avancées technologiques susceptibles de produire des ruptures stratégiques. En effet, l'intelligence artificielle, l'apprentissage profond (*deep learning*), le combat collaboratif, la robotique ou la guerre électronique, qui sont déjà des réalités, devraient être complétées dans la décennie prochaine par des avancées technologiques majeurs capables de révolutionner l'art de la guerre à savoir :

- les calculateurs quantiques ;
- la transparence des océans ;
- les armes à énergie dirigée (laser) ;
- les canons électromagnétiques ;
- la guerre cognitive ;
- la militarisation de l'espace²⁵.

Si le mouvement de réarmement est mondial, l'Europe est longtemps restée au contre-courant de cette tendance.

132) Réarmement quasi généralisé (sauf en Europe)

Alors que le monde réarmait, l'Europe s'est lancée dans une politique de désarmement commencée dès les années 70. Ce mouvement s'est poursuivi durant la décennie suivante et a atteint son paroxysme, après avoir été encore accentué après la chute du Mur (les fameux

²² [milex_press_release_fre.pdf \(sipri.org\)](#)

²³ Audition général Lecointre, *Op. Cit.*

²⁴ Conseil de l'Union européenne *Une boussole stratégique en matière de sécurité et de défense - Pour une Union européenne qui protège ses citoyens, ses valeurs et ses intérêts, et qui contribue à la paix et à la sécurité internationales* 21 mars 2022, 47 p, p 11.

²⁵ Rapport d'information sur l'évolution de la conflictualité dans le monde, *Op. Cit.*, p 9 et 27.

dividendes de la paix), avec la crise économique de 2008. En un peu plus de 50 ans, les dépenses militaires européennes sont passées de 3 ou 4% du PIB à 1,5%. Certains pays comme la Belgique et les Pays-Bas ont abandonné les segments lourds (notamment les chars de bataille) pour leurs forces armées.

La France a, quant à elle réduit son budget consacré à la défense de 18% entre 1991 et 2001. Cette tendance à la baisse a été accentuée par une augmentation des coûts des matériels militaires provoquant ainsi un effet ciseau. Jusqu'à présent aucune LPM n'a été respectée²⁶ ce qui crée une bosse budgétaire (surtout en matière de titre V « équipement ») sans cesse repoussée. Le budget de la défense a longtemps servi de variable d'ajustement car jugé par Bercy trop dispendieux en période de paix. Seulement quand la menace resurgit, il est difficile de palier rapidement les effets d'un effort militaire trop longtemps relâché.²⁷ Depuis 2017, la France a de nouveau investi dans sa défense mais il faut noter que la LPM actuelle n'est qu'une LPM de rattrapage et qu'il faudra du temps pour redonner à nos armées les capacités qui siéent à notre défense d'autant plus qu'il ne semble pas que la nouvelle LPM en cours de discussion soit de nature à augmenter les capacités de nos forces sur tout le spectre de la conflictualité.

Face à la réalité, et même si l'effort reste inégal, les Européens ont commencé à redresser leurs budgets de défense, qui demeurent cependant inférieurs à ceux de certaines puissances régionales. Avec 7 milliards d'euros pour le Fonds européen de défense et 1,5 milliards pour la mobilité militaire, le résultat obtenu sur le nouveau cadre financier pluriannuel de l'Union européenne est significatif mais en deçà de son niveau d'ambition initiale – et pourrait être de mauvais augure pour certains budgets de défense nationaux.²⁸

Cependant la guerre en Ukraine a sonné le glas de l'utopie pacifiste européenne et a ouvert les yeux de l'UE sur la réalité des relations internationales. Les États de l'UE semblent vouloir réagir comme l'Allemagne qui annonce prévoir 100 milliards d'euros de dépense supplémentaires. Reste à savoir quand et comment cette somme sera dépensée sachant que relancer des chaînes de fabrication prend du temps et nécessite des compétences parfois disparues.

Les Européens ont fait le choix de privilégier les dépenses sociales au détriment des dépenses militaires mais sans s'adapter à la dégradation de leur environnement stratégique, caractérisé par le retour de la compétition militaire et l'accroissement des tensions partout sur la planète.

133) Retour de la compétition militaire et accroissement des tensions dans le monde

Il y a 20 ans, les colonels de l'armée de l'air chinoise Liang et Xiangsui, ont défini 24 types de conflits en parlant « d'addition-combinaison » pour évoquer l'imbrication des formes de conflit les unes dans les autres. Ils montraient ainsi que la compétition de puissance était de retour et multiforme.

Le cyber espace en est un exemple type. Il est devenu un domaine de concurrence stratégique, dans une période de dépendance croissante à l'égard des technologies numériques. Tous les pays

²⁶ Nous verrons ce qu'il adviendra de l'actuelle LPM qui semble respectée pour l'instant mais dont l'essentiel de augmentations sont programmées post 2022.

²⁷ Gomart Thomas, *Op Cit.*, p 178-179.

²⁸ *Actualisation stratégique 2021, Op. Cit.*, p 26.

risquent d'être de plus en plus confrontés à des cyberattaques à la sophistication sans cesse croissante.²⁹

Introduite par le *livre blanc* de 2013, la notion de risque de faiblesse a été confirmée par l'actualisation stratégique 2021. Cette notion décrit une situation dans laquelle un État failli serait incapable de contrôler ses frontières, d'assurer la sécurité de sa population et de maintenir l'ordre sur son sol. Cette incapacité introduit une faille dans les bases de l'ordre international garant de notre sécurité. Le nombre d'États faillis augment notamment en Afrique qui demeure le principal foyer de crises favorisées par une corruption endémique, une démographie incontrôlée et des difficultés économiques aggravées par le changement climatique et les répercussions de la guerre en Ukraine sur l'approvisionnement en matières premières agricoles.

De plus, le Proche et le Moyen Orient restent un espace « crisogène » et l'Afghanistan, retombé aux mains des Talibans, pourrait redevenir un foyer du terrorisme islamique³⁰.

Les revendications territoriales et identitaires resurgissent de façon exacerbée et sont un facteur récurrent d'instabilité. Les conflits larvés du Caucase ou de l'ex bloc soviétique en sont des exemples inquiétants avec la guerre en Ukraine mais aussi les incidents en Transnistrie et le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour le Haut-Karabagh qui s'enlise du fait du désintérêt de la Russie, occupée ailleurs, et de l'indifférence de l'Union européenne.

Enfin la concurrence pour les ressources naturelles : terres agricoles, eau, ressources énergétiques et minières est également un facteur de risque à prendre en compte³¹. Par exemple le stockage, la gestion unilatérale, la distribution aléatoire et la géographie spécifique de l'eau du Nil, sont sources de tensions et de conflits potentiels entre les pays arabes d'un côté (Soudan et l'Égypte), et les pays d'Afrique de l'Est (dont l'Éthiopie).

L'environnement stratégique ne cesse donc de se dégrader avec un délitement accéléré de l'ordre international et l'affaiblissement des institutions rendant le monde plus dangereux et incertain. Ce contexte d'instabilité entraîne des risques nouveaux aux portes de l'Europe. De ce fait un engagement majeur de nos armées n'est plus illusoire. Reste à voir quelle forme il pourrait prendre et quelles seraient ses implications pour nos forces et la Nation.

2. Conséquences et effets d'un EM

Avant d'en analyser les formes et conséquences, il est souhaitable d'examiner quels pourraient être les événements déclencheurs d'un EM.

Tout d'abord, un état pourrait franchir une ligne rouge définie par un autre état sans s'en apercevoir et déclencher une riposte de celui qui se sentirait agressé. Même si la diplomatie et les services de renseignement sont sensés prévenir ce genre d'erreur d'appréciation, une mauvaise estimation des limites de l'adversaire n'est jamais à exclure.

²⁹ Boussole stratégique, *Op. Cit.*, p 12.

³⁰ Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité *Op. Cit.*, p 18.

³¹ Boussole stratégique, *Ibidem.*, p 12.

L'émergence d'une compétition de plus en plus intense et diversifiée peut amener à une escalade de la violence que les belligérants ne seraient plus capables de contrôler. Certains dirigeants souhaiteraient combattre jusqu'au moment où ils pourraient justifier que les gains du conflit sont supérieurs aux pertes subies.

Des actions menées dans les zones grises (instrumentalisation de groupes pour mener des actions violentes) dont l'attribution est toujours très délicate, pourraient dégénérer et devenir attribuables avec des risques d'escalade et de conflit³².

Enfin, la volonté d'agression d'un état peut bien évidemment conduire à un conflit majeur, l'état agressé mettant tous ses moyens pour se défendre à l'exemple des Ukrainiens.

Un EM aurait pour première caractéristique d'être un conflit symétrique impliquant l'engagement de tous les moyens militaires. Il verrait apparaître de nouvelles formes d'affrontements et pourraient dégénérer en guerre totale.

21) Un conflit symétrique impliquant un engagement de tous les moyens

Depuis la fin de la guerre froide les armées françaises ont été généralement engagées dans des conflits dits asymétriques ou dissymétriques (mise à part la première guerre du Golfe). C'est-à-dire un conflit qui oppose les forces armées d'un État à des combattants moins bien équipés qui se servent des points faibles de l'adversaire pour atteindre leurs objectifs (asymétrique) ou un conflit armé opposant des forces régulières ne disposant pas de capacités opérationnelles équivalentes (dissymétrique). Un EM se ferait dans le cadre d'un conflit symétrique opposant deux armées de force relativement égale, équipées des moyens modernes recherchant la supériorité opérationnelle, l'état final recherché (EFR) pouvant être la conquête d'un territoire et l'anéantissement des forces ennemies à cet égard l'exemple du conflit ukrainien est parlant.

Dans ce cadre, les combats se feraient sur tout le spectre de la conflictualité, les pertes humaines et matérielles seraient importantes entraînant de fortes contraintes sur la chaîne logistique.

211) Des combats sur tout le spectre de la conflictualité

Un EM serait certainement l'acmé d'un conflit qui serait allé crescendo selon le triptyque : compétition, contestation, affrontement. En prélude à une confrontation directe, il y aurait des actes malveillants sous le seuil de la conflictualité et difficilement attribuable. Cette guerre hybride prendrait différentes formes. La désinformation par les réseaux sociaux, l'intimidation par l'utilisation de « proxys » ou de compagnies privées, le chantage et l'utilisation des flux migratoires seraient des moyens de déstabiliser un État adverse sans risquer d'être accusé de menées inamicales. Des attaques dans le domaine cyber ou informationnel seraient les prémices de l'étape suivante dans le conflit : l'engagement armé³³. Mais un conflit peut éclater de façon plus classique sans actions hybrides préalables avec cependant de nombreux signes annonciateurs

³² Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité *Op. Cit.*, p 35.

³³ *Ibid.* p 36

comme la mobilisation de troupes, l'augmentation de leur activité ou leur concentration à la frontière (Pologne en 1939, URSS 1941, Ukraine en 2022).

Un engagement majeur contre un État de puissance équivalent implique l'implication de toutes les capacités militaires sur le terrain et la fin du confort opératif que les puissances occidentales connaissent dans leurs engagements depuis la chute du mur. De chaque côté, le potentiel de la puissance de combat de l'ensemble d'une force, l'utilisation à plein rendement de toutes les fonctions opérationnelles seront sollicités. Au cours des trois dernières décennies, les opérations ont consisté à engager sur le terrain essentiellement des troupes de mêlée appuyées et soutenues par des unités *ad hoc* qui ne mettaient pas en œuvre toutes leurs capacités comme par exemple des moyens de franchissement du génie. Dans la haute intensité, il en sera autrement. La confrontation au sol nécessitera d'engager tous les moyens disponibles. Le segment lourd sera engagé, avec nos chars Leclerc face aux chars ennemis. L'artillerie sol-sol et sol-air sera très sollicitée du mortier de 120 mm au lance-roquettes unitaires (LRU) en passant par nos moyens de défense anti-aériens. Le génie sera appelé à mettre en œuvre ses moyens de franchissement, de mobilité et de contre mobilité. L'aéromobilité sera au cœur des combats avec l'engagement des hélicoptères de manœuvre et de combat mais aussi l'emploi intensif des drones qu'un ennemi potentiel pourrait utiliser en essaim. Les systèmes d'informations et de commandement (SIC) seront menacés par la guerre électronique sous toutes ses formes (brouillages, intrusion déception). Les systèmes de navigation par *global positioning system* (GPS) seront à la merci d'un brouillage ou de la destruction de satellites. Toujours en matière de C4ISR (*Computerized Command, Control, Communications, Intelligence, Surveillance, Reconnaissance*), les postes de commandement devront se garder non seulement des attaques de la guerre électronique mais aussi des tirs d'artillerie à longue distance. Enfin, en cas d'escalade du conflit des attaques chimiques voire nucléaires tactiques ne sont pas à exclure d'où la nécessité de prévoir la mise en œuvre de nos moyens de défense NRBC (Nucléaire, Radiologique, Biologique et Chimique).

Dans le domaine aérien, un engagement majeur signifiera la fin de la supériorité aérienne dont nous bénéficions actuellement. Un ennemi symétrique pourra déployer une flotte d'aéronefs comparable voire supérieure à la nôtre. Il emploiera de plus des moyens de défense anti-aérienne performants lui permettant de développer des stratégies de dénis d'accès et d'interdiction de zones.³⁴ L'armée de l'air et de l'espace devra déployer en même temps toutes ses capacités de la défense du territoire jusqu'à la participation aux opérations sur le théâtre avec des possibilités de *suppression of enemy air defense* (SEAD), sans oublier sa composante stratégique.

La marine quant à elle devra déployer tous ses bâtiments soit pour la protection des voies d'approvisionnement en sécurisant les routes maritimes, de nos côtes avec ses navires de guerre des mines, à terme de nos champs éoliens offshore et des points d'atterrissage de leurs câbles, soit pour le déploiement du groupe aéronaval, la recherche de renseignements et la projection de forces. Sa composante stratégique sera comme toujours opérationnelle.

L'engagement de tous les moyens dans un conflit de haute intensité a son corollaire : des pertes élevées en personnel et matériels.

³⁴ *Anti-Access / Area Denial* (A2/AD) en Anglais.

212) Des pertes humaines et matérielles importantes

Dans un conflit face à un adversaire de force égale, les combats seront très durs et l'attrition en hommes et en matériels très forte. Les exercices interalliés comme *Warfighter* (1700 morts) ou *Polaris* (400 marins tués ou portés disparus) montrent qu'un conflit de haute intensité causerait de nombreuses pertes³⁵. Ce sont des exercices de simulation dont la tendance est hélas confirmée par la guerre en Ukraine. Là les pertes humaines (militaires et civiles) se comptent en milliers même s'il est difficile d'avoir des chiffres exacts, le nombre de tués étant un objet de propagande. Les derniers chiffres avancés font cependant état de plus de 200 000 pertes russes (tués ou blessés). L'importance des pertes a des conséquences tactiques et agit sur le moral. On considère qu'à partir de 50% de pertes une unité est détruite tactiquement. Elle doit donc être relevée ou renforcée ce qui implique d'avoir des réserves et une masse suffisamment importante pour tenir dans la durée. Des pertes humaines importantes influent donc sur la capacité de la force à poursuivre son action. Elle a également un effet sur le moral des troupes. Avec les engagements dans les conflits passés, nous avons perdu l'habitude de pertes massives. Étant donné l'émotion légitime que provoque actuellement la perte d'un de nos soldats en opération, il est facile d'augurer les conséquences de lourdes pertes sur le moral de soldats et de la population. Mais les pertes ne seront pas que physiques, les pertes psychologiques seront également importantes. Les syndromes de stress post traumatiques (SSPT) sont pris en compte depuis la seconde guerre mondiale par les Américains et plus récemment chez nous. Les études montrent qu'ils peuvent être importants³⁶ et entraîner des conséquences opérationnelles dans la durée.

Les pertes matérielles seront également conséquentes.

Lors du conflit du Haut-Karabakh en 2020, les Arméniens ont perdu 220 chars et 170 véhicules lance-roquettes. Cela semble peu par rapport aux pertes ukrainiennes et russes dans la guerre en Ukraine. L'aviation ukrainienne a été clouée au sol dès le début du conflit. Le croiseur *Moskva* a été coulé. Sur le terrain, on ne compte plus les carcasses calcinées de chars, de transports de troupes et d'engins de toutes sortes, preuves de la dureté des combats et de l'importance des pertes matérielles. Pertes qui ne sont pas toujours dues aux combats mais parfois le fait de l'abandon par les équipages d'engins tombés en panne comme on a pu le voir au début de l'offensive russe. Ces pertes peuvent avoir de fortes conséquences tactiques si les belligérants n'ont pas les moyens de les remplacer, leur potentiel opérationnel se trouvant réduit d'autant. Elles peuvent être palliées par du matériel provenant de stock, d'usine ou importées mais jusqu'à un certain point. Ainsi, l'armée russe touchée par l'embargo sur les équipements technologiques a de grandes difficultés de réapprovisionnement au point de devoir utiliser des composants civils sur ses matériels. On aurait trouvé des pièces électroniques utilisées pour les machines à laver sur des avions russes. Elle a également ressorti de ses hangars des T 62 et des T 54 chars de la guerre froide.

³⁵ Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité *Op. Cit.*, p 9.

³⁶ Certaines unités ayant participé au début de l'opération Sangaris ont eu un taux de SSPT proche de 50% à leur retour d'opération.

En plus des pertes humaines et matérielles, il faut prendre en considération les consommations importantes qui auront un impact considérable sur le fonctionnement de la chaîne logistique.

213) Une augmentation des consommations en tous genres avec des tensions importantes sur la chaîne logistique

Un EM est très consommateur en ressources et nécessite s'il dure des capacités à régénérer le potentiel des forces. Étant multiforme, il peut s'éterniser et le vainqueur sera celui qui aura su mobiliser toutes ses ressources pour maintenir dans la durée sa capacité opérationnelle au plus haut niveau.

Les expériences récentes de nos forces sur les théâtres d'opérations montrent que lorsqu'un contact est établi la consommation de munitions de petit calibre est déjà très importante. Ce sera encore plus prégnant lors d'un EM dont on peut penser qu'il se déroulera en localité, or le combat en localité est terriblement consommateur en hommes et en munitions.

Pour le général Bruno Maigret « dans un conflit de haute intensité, avec un taux d'attrition proche de celui des Malouines en 1982 (8 %) l'armée de l'Air n'aurait plus d'avions en dix jours et vraisemblablement plus de missiles au bout de deux jours »³⁷. Lors de l'opération Hamilton contre la Syrie, le nombre de missiles de croisières tirés par la marine a été relativement limité faute de stocks. Mais les munitions ne sont pas tout. La consommation de carburant et d'ingrédient sera aussi exponentielle. De même, les combattants doivent être nourris et équipés dès lors si le conflit dure sous une forme d'affrontement direct, il faudra être mesure de leur fournir des vivres en quantité sans pouvoir faire appel à des sociétés de service comme l'économat des armées (EDA). La consommation de rations individuelles de combat réchauffables (RICR) nécessitera d'importants stocks au risque de voir les soldats être contraints de se nourrir sur la population en se livrant au pillage comme en Ukraine où des soldats russes ont vidé des magasins à cause de l'impéritie de leur logistique.

L'usure du matériel est aussi à prendre en compte en plus des destructions. À titre d'exemple, l'emploi intensif des Caesar par la force Wagram a montré que les tubes s'usaient plus vite que prévu.³⁸ Selon le théâtre les matériels souffrent énormément, ainsi en est-il des hélicoptères et des véhicules au Sahel. Pour un bon maintien en condition en opérations il faut avoir suffisamment de pièces de rechange pour éviter d'avoir à cannibaliser un véhicule pour en réparer d'autres.

Un autre point important est la robustesse de la chaîne santé qui sera fortement sollicitée étant données les pertes prévisibles lors d'un EM.

Ces consommations importantes provoqueront de fortes tensions sur la chaîne logistique et ce d'autant plus si le théâtre est éloigné car notre capacité de transport stratégique est limitée³⁹.

Or notre système actuel de soutien est fondé par construction sur l'efficacité et ne paraît pas adapté à un EM surtout s'il dure.

³⁷ Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité *Op. Cit.*, p 64.

³⁸ [Vers des tensions capacitaires de l'artillerie française après son engagement en Irak? - Zone Militaire \(opex360.com\)](http://opex360.com)

³⁹ Elle l'est d'autant plus depuis la guerre en Ukraine et la quasi-disparition des Antonov.

Outre un maillage territorial des bases de défense (BdD) qui répond plus à des critères d'aménagement du territoire qu'à un caractère opérationnel, le contrôle et la conduite du soutien par les différents services (ex : service du commissariat des armées (SCA) pour le soutien de l'homme) via les groupements de soutien de base de défense (GSBdD) éloignent les pourvoyeurs de soutien des besoins réels et immédiats des armées

Cette organisation faite pour un soutien de corps expéditionnaire manque d'épaisseur pour un EM et devra s'adapter au rythme des nouvelles formes d'affrontement qui nécessitent un soutien logistique de qualité pour fournir en nourriture, soutien médical et MCO non seulement les troupes mais aussi les populations civiles dont l'approvisionnement en vivres est un outil de propagande et un moyen de s'attirer les bonnes grâces de la population des villes conquises.

22) De nouvelles formes d'affrontement en particulier dans les champs immatériels

Un EM pourrait ne pas se dérouler que sur le champ de bataille et ne pas être qu'un choc de corps blindés et mécanisés. Il comporterait de nouvelles formes d'affrontements telles que définies par les officiers chinois cités supra essentiellement dans les champs immatériels et dans l'espace.

221) *Les 24 types de guerres de Liang et Xiangsui*

Dans leur ouvrage, *la guerre hors limites*, les deux officiers supérieurs de l'armée populaire de libération chinoise définissent des types de conflits qui vont au-delà du champ purement militaire mais qui peuvent subvenir dans un conflit de haute intensité⁴⁰.

Militaire	Supra militaire	Non militaire
Guerre nucléaire	Guerre diplomatique	Guerre financière
Guerre conventionnelle	Guerre de réseau	Guerre commerciale
Guerre biochimique	Guerre du renseignement	Guerre des ressources
Guerre écologique	Guerre psychologique	Guerre d'aide économique
Guerre spatiale	Guerre technologique	Guerre réglementaire
Guerre électronique	Guerre de contrebande	Guerre de sanctions
Guerre de partisans	Guerre de la drogue	Guerre médiatique
Guerre terroriste	Guerre virtuelle (dissuasion)	Guerre idéologique

Dans la rubrique militaire, il n'y a rien de très novateur, à part peut-être la guerre écologique dont on peut penser qu'elle pourrait être effective dans un conflit de haute intensité sous la forme de pollutions volontaires destinées à priver un ennemi de quelques-unes de ses ressources (pollution de nappes phréatiques par exemple). Le reste est « classique » et est susceptible d'intervenir dans un EM. Le cas d'une guerre nucléaire est à considérer au niveau tactique et non stratégique car un EM devrait rester limiter en dessous du seuil nucléaire stratégique. Cependant, il faut garder à l'esprit que le principe d'escalade-désescalade russe envisage l'emploi du nucléaire tactique.

⁴⁰ Qiao Liang, Wang Xiangsui, *La guerre hors limites*, Paris, Payot et rivages, 2003, 320 p, p 206.

Les types supra militaires et non militaires peuvent également subvenir lors d'un EM ou en être les prémisses dans le cadre de conflits hybrides. En particulier tout ce qui concerne la « guerre par procuration » comme la guerre de la drogue ou la guerre de sanction ou d'aide économique. Dans ces cas, il s'agit d'utiliser des moyens destinés à affaiblir économiquement l'ennemi en limitant son potentiel économique par des mesures favorisant l'économie de concurrents. Cependant les formes nouvelles les plus probables de guerre dans un EM concernent la guerre de l'information et la guerre spatiale.

222) la désinformation sur les réseaux sociaux

« Radio Paris ment, Radio Paris ment, Radio Paris est allemand ». On connaît tous ce slogan de radio Londres destiné à contrer les agissements de la *Propaganda Staffel* durant la seconde guerre mondiale. Si la propagande fut pratiquée dans tous les conflits, elle prend une nouvelle dimension de nos jours avec le développement exponentiel des médias et des réseaux sociaux. La guerre de l'information est un élément majeur de la guerre en Ukraine. Volodymyr Zelensky, sans doute inspiré par son passé d'acteur, use à merveille des médias pour galvaniser son peuple et faire passer ses messages aux pays occidentaux. De son côté, la Russie contrôle strictement l'information sur son sol en classant par exemple méta comme organisation terroriste. C'est non seulement le nombre d'informations qui augmente mais aussi leur vitesse de propagation. Internet était à l'origine un espace de liberté, c'est devenu un espace où l'expression n'est plus contrôlée et un lieu potentiel de manipulations en tout genre. Les trolls y pullulent, les influenceurs ont un public relativement candide prêt à croire tout ce qu'il entend. Internet ou le satellite est un canal de diffusion pour des chaînes d'informations aux fins malveillantes. L'exemple de *Russia Today* illustre bien les dangers que représente la désinformation pour l'opinion publique. Les « *fake news* » sont si nombreuses qu'il faut être très vigilant quant au contenu de ce qui est diffusé sur internet. Enfin les *deepfake*, conçues à l'origine à des fins d'amusement peuvent être un moyen de manipulation très efficace et dangereux. En effet les techniques de morphing permettent de substituer un personnage à un autre et de modifier son discours. Ainsi pourrait apparaître sur les réseaux sociaux, l'image d'un dirigeant appelant son peuple à cesser la résistance ou déclarant les hostilités contre un autre État auteur de cette manipulation et voulant déclencher un conflit sans pouvoir être accusé d'en être l'initiateur. Ces nouvelles formes de guerre de l'information seraient diffusées via les réseaux satellitaires eux-mêmes objet d'une guerre d'un nouveau type qui pourrait émerger lors d'un EM : la guerre spatiale.

223) la guerre des satellites

Tant dans notre vie courante que dans les applications militaires, nous sommes très dépendants des satellites. Qu'ils soient de communication ou d'observation, ils sont devenus indispensables au bon fonctionnement de nos sociétés. Un conflit de haute intensité débordera certainement dans l'espace et sans en arriver au scénario de la guerre des étoiles imaginé par Ronald Reagan, des destructions, des brouillages ou des piratage⁴¹ de satellites sont à envisager. Ceci entraînerait des

⁴¹ Au début de la guerre en Ukraine, des réseaux de télévision par satellites auraient été l'objet d'attaques cyber.

conséquences sur la vie de la population (désorganisation des transports et des communications) mais aussi sur la conduite des opérations. Les PC pourraient devenir sourds, aveugles et muets. La perte de satellites d'observation les priverait de renseignements sur la position et l'attitude ennemi, alors que l'on voit l'importance du renseignement fourni par les Américains dans le conflit en Ukraine. Sans cette aide, l'armée ukrainienne aurait connu de grosses difficultés pour repousser l'invasion russe. Les communications seraient rendues très difficiles. Sur le terrain, dans les airs ou sur mer, sans systèmes de géolocalisation, il faudrait revenir à la carte, au compas et à la boussole. Enfin, les prévisions météorologiques seraient moins bonnes ce qui peut être un inconvénient en matière de planification des opérations.⁴² Cette guerre dans l'espace couplée à celle du cyber espace est donc une nouvelle forme de guerre dont la probabilité de mise en œuvre est forte en cas d'EM. Mais s'agit-il des prémices d'une guerre totale ?

23) Vers une guerre totale ?

Sans atteindre une guerre totale au sens clausewitzien du terme, il est à craindre qu'un EM déborde du champ des affrontements directs des troupes sur le front pour s'étendre au territoire national (TN) et à la population.

231) Des actions directement sur le TN

Même si le conflit n'éclate pas à nos frontières, un EM pourrait déborder sur le TN par des actions de déstabilisation menées par des forces spéciales infiltrées ou des proxies⁴³. Des actions de sabotage ou d'assassinat ciblé (exemple l'assassinat de Daria Douguina, la fille de l'idéologue russe Alexandre Douguine attribué au services secrets ukrainiens ou l'attentat sur le pont du détroit de Kertch axe logistique majeur pour les Russes) sont possibles qui seraient difficilement attribuables et rendraient une riposte difficile. Menées en nombre, elles pourraient déstabiliser nos institutions et porter atteinte au bon fonctionnement de l'état rendant ainsi la conduite des opérations difficile.

Si l'intensité du conflit allait crescendo, il ne faut pas oublier que dans la doctrine de certains ennemis potentiels, les frappes dans la profondeur visant les organes du pouvoir adverse via de l'artillerie à très longue portée ou des missiles classiques ou hypervéloces sont un mode d'action envisagé.

Toutes ces actions auraient pour cible nos infrastructures ou la population.

232) Nos infrastructures menacées

Qu'elles soient sous forme d'attaque cyber ou de sabotage, nos infrastructures seraient menacées si un conflit se durcissait. Une attaque sur les réseaux de fourniture d'énergie et sur les centrales

⁴² Lors de l'opération Overlord, les alliés qui avaient des navires d'observation météorologique en Atlantique nord connaissaient l'existence d'une fenêtre de beau temps vers le 6 juin alors que les Allemands privés de ces renseignements étaient persuadés qu'il n'y aurait pas d'attaque pendant cette période de mauvais temps.

⁴³ Citation de la direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD), Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité *Op. Cit.*, p 36.

électriques nous priverait de transports et de communications. Les services bancaires et de santé sont à la merci d'une attaque cyber de grande ampleur. La destruction de plateformes logistiques aurait des conséquences sur le circuit de distribution alimentaire sans parler de la contamination chimique ou biologique des circuits de distribution d'eau potable. En matière de communications, les attaques cyber ne sont pas le seul moyen. La destruction des points d'atterrissage des câbles sous-marins, mais aussi des câbles eux-mêmes⁴⁴, nous priverait d'une grande partie de nos communications internet y compris. Toutes ces destructions potentielles auraient un fort impact sur la population.

233) La population victime indirecte d'un EM

La population civile serait à la fois victime et cible d'un EM. Sans être partie prenante directe au conflit, elle serait touchée par les conséquences des attaques sur le TN, privée d'énergie et de communications, affectée par les restrictions alimentaires et menacée par le dysfonctionnement de la chaîne santé. Sans impact direct sur le TN, un EM peut entraîner des conséquences indirectes sur la population. La guerre en Ukraine nous montre les effets d'un conflit entre deux nations productrices de produits de base sur l'inflation et sur l'approvisionnement de certaines denrées alimentaires de base.

En plus d'en être la victime, la population serait une cible dans un EM. Une nation en guerre ou engagée dans un conflit majeur est largement tributaire du soutien et du moral de sa population. Si l'arrière lâche le front s'écroule, telle était la théorie des nationalistes allemands à l'issue de la grande guerre. L'impopularité de la guerre du Vietnam est une des raisons du retrait américain. Le soutien de la population, tributaire de son moral, est donc important dans un EM surtout s'il est appelé à durer. Dans ce cadre, la population fera l'objet de campagnes d'influence visant à miner son moral. L'influence et la désinformation passeront par les réseaux sociaux et également par des agents d'influence infiltrés dans les médias.

S'il est à envisager sérieusement, un EM prendra des formes multiples et nouvelles contre lesquelles nos armées ne sont pas forcément adaptées. Il convient donc de réfléchir aux moyens de s'y préparer et aux parades à mettre en œuvre pour éviter d'être surpris. Mais avant revenons sur les premiers retours d'expérience du conflit russo-ukrainien.

En premier lieu, notons que la guerre en Ukraine est un exemple d'engagement majeur mais n'est pas l'exemple type, ne serait-ce que parce que, si c'est un EM pour l'Ukraine, ça ne l'est pas pour la Russie. Il faut donc se garder d'en tirer des conclusions trop hâtives et définitives. Cependant quelques enseignements peuvent être tirés de ces premiers mois de conflit.

Tout d'abord, la masse fait un retour en force. Le volume de combattants et de matériels engagé est important (environ 200 000 hommes pour les Russes, 230 000 pour les Ukrainiens) et encore cela n'a pas suffi aux Russes pour atteindre leurs objectifs.

Cette nécessité de masse n'a que partiellement été comblée par la technologie, les stocks d'armes sophistiquées ayant été rapidement consommés.

⁴⁴ Les fonds marins peuvent faire l'objet de lutte sous-marine avec des attaques sur les infrastructures s'y trouvant comme le montre le sabotage du gazoduc nord Stream 2 dont l'attribution est en cours.

Cette rapide pénurie d'armement dans l'armée russe est due à une insuffisance de stocks couplée à une logistique qui s'est montrée incapable de fournir les troupes en vivres, carburant munitions et pièces de rechange. Dès le début du conflit, on a pu voir des colonnes d'engins blindés arrêtées faute de carburant. À contrario, l'armée ukrainienne a résisté grâce à un soutien presque illimité des occidentaux, Américains en particulier.

La chaîne de commandement russe a montré des faiblesses et des incohérences qui ont poussé des hauts gradés à se rapprocher de la ligne de contact avec des pertes parmi eux. Ces difficultés sont illustrées par la faiblesse du combat interarmes chez les Russes qui ont engagés leurs chars sans soutien d'infanterie ni d'artillerie. À ce sujet, il faut noter que les matériels engagés n'ont pas été les plus récents. Pas d'armata 14 sur le champ de bataille mais au mieux des T 90 souvent assez vétustes et mal entretenus.

Manifestement les troupes russes étaient mal préparées (certains soldats pensaient qu'ils allaient en manœuvre) ce qui a nui à leur moral. Or ce conflit a montré l'importance des forces morales d'une armée et d'une population dans ce type de conflit. La résistance ukrainienne est le fruit d'un moral à toute épreuve des combattants et d'un soutien sans faille de la population.

Enfin il faut souligner le rôle de l'artillerie dans ce conflit. L'artillerie sol-sol bien sûr utilisée massivement des deux côtés mais aussi l'artillerie sol-air. La défense anti-aérienne ukrainienne ayant pratiquement muselé l'aviation russe, les assaillants n'ont pas pu profiter de leur supériorité aérienne pourtant évidente sur le papier.

3 Des parades multifformes et multi champs

À l'issue de la seconde guerre mondiale, les armées occidentales ont adopté une stratégie de compensation (*Offset strategy*) ayant pour but de diminuer le volume des forces au profit de la dissuasion dans un premier temps puis d'échanger de la masse contre de la technologie.

Cette réduction en volume au profit de la technique a ensuite été conforté par des engagements dans des missions de type maintien de la paix ou stabilisation dans un contexte opérationnel souvent favorable. Malgré une évolution des relations internationales vers un contexte de plus en plus tendu, les contraintes budgétaires ont conduit à une poursuite de cette stratégie se concrétisant par une réduction drastique des parcs et des effectifs.

	1991	2001	2021	2030
Chars de bataille	1349	809	222	200
Avions de combat (Air + Marine)	686	374	254	225
Grands bâtiments de surface	37 ⁴⁵	26 ⁴⁶	19	19
Effectif militaire (et réservistes)	453 000 (420 000)	273 000 (420 000)	203 000 (41 000)	

⁴⁵ Chiffres corrigés pour correspondre au même périmètre que celui retenu pour 2030.

⁴⁶ Idem.

Évolutions des effectifs et matériels majeurs en France⁴⁷

Ceci s'est traduit pour les armées par une perte de volume importante. L'armée de Terre est passée de 15 à deux divisions, perdant également des capacités de frappe dans la profondeur, de franchissement et de défense sol-air. En 30 ans l'armée de l'air et de l'espace a perdu plus de la moitié de ses avions de chasse et a été la principale victime de la révision générale des politiques publiques (RGPP) au sein du ministère de la défense. Dans la même période, le nombre de bâtiments de la marine nationale a été réduit de 40% et ses effectifs de plus de 50%.

En dépit de ces réductions, la France a réussi à conserver un modèle d'armée cohérent sans perte majeure de capacités. Nos forces ont démontré leur valeur sur de nombreux théâtres et leurs compétences sont reconnues par tous. En revanche, elles ne pourraient tenir un EM dans la durée comme le souligne un récent rapport de la Rand⁴⁸. Des mesures sont donc à prendre pour faire face à l'éventualité d'un engagement dans un conflit de haute intensité, elles ne sont pas seulement d'ordre militaire, il faut aussi préparer la Nation à ce type de conflit afin qu'elle retrouve une mentalité de conquérant.

31) Sur le plan militaire

Agir sur les capacités de nos armées est la première chose qui vient à l'esprit lorsque l'on songe aux mesures à prendre pour se préparer à un EM. Si la LPM actuelle est une loi de réparation après des années de coupes budgétaires, elle n'est pas suffisante pour retrouver une capacité opérationnelle apte à un EM. Il est nécessaire d'arbitrer entre masse et technologie, et prendre des mesures d'ordre structurel et opérationnel.

311) Masse vs technologie

L'hypothèse d'un EM a relancé le débat autour de la masse et par ricochet celui sur la qualité vs quantité. Le conflit en Ukraine nous montre tous les jours l'importance de disposer d'une masse suffisante en homme et en matériel. L'« opération militaire spéciale » devait prendre Kiev en 15 jours mais la Russie ne disposait d'une masse suffisante pour réaliser cet EFR. « La quantité est une qualité en soi » aurait dit Staline montrant ainsi que les deux sont complémentaires. La question est de savoir où mettre le curseur et elle ne se posera vraiment qu'à partir de 2030 lorsque la LPM en cours et la suivante auront permis d'atteindre l'ambition opérationnelle 2030 avec les niveaux de masse et de technologie prévus. Il faudra alors être capable de réaliser une montée en gamme et en masse.⁴⁹

⁴⁷ Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité *Op. Cit.*, p 62.

⁴⁸ Pezard Stephanie, Shurkin Michael, Ochmanek David, *A Strong Ally Stretched Thin, An Overview of France's Defense Capabilities from a Burdensharing Perspective*, Santa Monica, CA: RAND Corporation, 2021. https://www.rand.org/pubs/research_reports/RRA231-1.html. Also available in print form, 106 p.

⁴⁹ Commission de la défense nationale et des forces armées, audition du Général François Lecointre, chef d'état-major des Armées, sur le projet de loi de finances pour 2021, 15 octobre 2020.

En attendant, il faut faire des choix et se demander comment concilier masse et technologie⁵⁰. Bien sûr, l'idéal serait d'avoir la masse et la technologie mais cela demande un effort financier irréalisable dans le contexte actuel. Il faut donc chercher à disposer des deux de façon équilibrée et cela passe d'abord par limiter les coûts de possession et utiliser les avancées technologiques. En fait, pour éviter que la prédiction de Norman Augustine⁵¹ ne se réalise, les armées doivent distinguer les équipements dont la sophistication justifiera la rareté de ceux dont le besoin en masse expliquera des spécifications moins ambitieuses. La distinction technologique est capitale et dépend des missions et de l'emploi prévu. Il faut également faire le choix d'abandonner la sophistication dans certains segments au profit de la masse. Les Russes ont ainsi fait le choix de développer des drones peu sophistiqués mais en nombre⁵². Développer encore plus les rétro fit de façon à conserver les matériels plus longtemps est aussi une piste à explorer. Même s'ils ne sont plus à la pointe de la technologie, certains matériels anciens pourraient être utilisés contre un ennemi asymétrique. Est-il nécessaire d'employer des Rafale ou des Mirage contre des terroristes en pick up ou à moto quand un vieux Jaguar ferait l'affaire ?⁵³ L'exemple des Américains est à observer. À côté d'une flotte d'aéronefs de cinquième génération, ils continuent de construire des avions de quatrième génération qu'ils modernisent et rendent compatibles avec les avions de la dernière génération. Ils retrouvent ainsi un effet de masse à un coût acceptable.⁵⁴

Cependant, la combinaison masse/quantité (*high low mix*) n'est pas facile à réaliser. Doit-on acquérir des capacités complémentaires pour gagner en masse tout en maintenant les plus avancées technologiquement pour garder l'avantage compétitif technologique ou se résoudre à des logiques de substitution ?

Une solution serait « de basculer vers une force intégrée en multi-milieux et multi-champs (M2MC), plus encore que pour les Américains, précisément pour préserver notre efficacité et opérer avec efficacité, compenser ainsi un manque d'épaisseur qui perdurera ». De façon générale, de multiples pistes sont à explorer (et le sont pour beaucoup par les états-majors et la DGA) Pour résorber nos déficits capacitaires à moindre coût, les possibilités sont nombreuses. Elles passent par une meilleure intégration de l'emploi des forces (M2MC), des modes d'action innovants, le choix de systèmes combinant des éléments très performants (et coûteux) et moins

⁵⁰ Pour plus de détails sur le retour de la masse voir Michel Pesqueur, Raphaël Briant, Jean-Baptiste Florant, *La masse dans les armées françaises, un défi pour la haute intensité*, Focus stratégique n° 105, centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales, juin 2021. URL: <https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/focusstrategique/masse-armees-francaises-un-defi-haute-intensite>

⁵¹ Norman Augustine, ancien secrétaire à l'US Army, prophétisa qu'en 2054, le budget total du Pentagone ne permettrait plus que d'acheter un seul avion, que devraient se partager l'US Air Force et l'aéronavale.

⁵² Fouillet Thibault avec le concours du général (2 S) Bruno Lassalle, *Le concept russe de « guerre nouvelle génération » du Général Gerasimov : quelle exploitation pour l'armée de Terre ?* Observatoire de l'Armée de Terre 2035, Année 3 – Note n° 1.

⁵³ Goya Michel, Compte rendu Commission de la défense nationale et des forces armées, Table ronde, sur le thème « Quel modèle d'armée pour quelles menaces ? » avec M. Michel Goya, M. Martin Motte, M. le lieutenant-colonel Jérôme de Lespinois, mercredi 24 juin 2020.

⁵⁴ Lespinois, Compte rendu Commission de la défense nationale et des forces armées, 24 juin 2020, Table ronde, sur le thème « Quel modèle d'armée pour quelles menaces ? ».

coûteux, plus spécialisés, le choix du nombre (notamment dans le domaine des systèmes autonomes), la location de matériel etc.⁵⁵

Répondre au dilemme qualité/quantité est un prérequis pour engager les adaptations structurelles nécessaires à nos forces dans l'optique d'un EM.

312) Des adaptations structurelles nécessaires

Les adaptations structurelles nécessaires sont multiples et concernent de nombreux domaines. Il faut tout d'abord garder voire renforcer un modèle d'armée complet ensuite rétablir des stocks suffisants pour un conflit long tout en augmentant la résilience du soutien. Ceci doit s'accompagner d'une politique de ressources humaines à la hauteur des enjeux.

Pas de gap capacitaire

Maintenir un modèle d'armée complet et cohérent implique de renforcer certaines fonctions tout en réintroduisant d'autres négligées depuis la guerre froide, sans oublier le développement des nouvelles technologies ou l'utilisation accrue de technologies civiles à des fins militaires comme les drones.

Le renforcement de la fonction connaissance et anticipation amorcé depuis 2015 devra être poursuivi. La LPM prévoit déjà des effectifs supplémentaires et de nouvelles capacités pour le renseignement. 4500 postes supplémentaires sont prévus pour cette fonction entre 2023 et 2025⁵⁶. Ces renforts sont principalement destinés à l'analyse des données et à l'*Humint*⁵⁷ avec l'appui de l'intelligence artificielle pour l'analyse et le tri des données de masse provenant essentiellement de sources ouvertes.

Au Titre V, la modernisation et le renforcement d'équipements sont prévus avec entre autres des satellites d'observation et d'écoute, des avions de surveillance électromagnétique et la mise en orbite de nouveaux satellites⁵⁸.

Parallèlement à ces renforcements, une réorientation du renseignement est amorcée et doit être poursuivie. Longtemps orientés contre la lutte antiterroriste, les services de renseignement (DRSD, DRM, DGSE) doivent maintenant se concentrer sur les capacités opérationnelles d'ennemis potentiels (capacités de projection et de combat dans la durée, développement de systèmes d'armes sophistiqués ou d'armes à bas coût susceptibles d'infliger de lourdes pertes à nos troupes) mais également sur leurs moyens d'entraves (A2AD emploi de proxies). Une réflexion sur la menace prospective permettra aussi d'orienter le R&D et d'identifier les nouvelles technologies utiles au renseignement comme l'IA par exemple⁵⁹.

⁵⁵ Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité *Op. Cit.*, p 92-93.

⁵⁶ Si la LPM est honorée jusqu'à la fin malgré la crise économique et le surendettement du quoi qu'il en coûte.

⁵⁷ *Human intelligence* : renseignement d'origine humaine.

⁵⁸ LOI n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

⁵⁹ Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité *Op. Cit.*, p 73.

Tout en poursuivant le renouvellement de notre force de dissuasion dans ses deux composantes, les forces conventionnelles devront continuer à être modernisées et renforcées. Paradoxalement, alors que les programmes d'équipement de la LPM sont ambitieux, ils se traduiront par la baisse du nombre de certains matériels majeurs due au remplacement de capacités vieillissantes par des matériels modernes mais plus coûteux. Ainsi en est-il des engins blindés médians et des chars qui seront moins nombreux en 2025 qu'en 2019 du fait de l'accélération du programme Scorpion pour remplacer le matériel usé par Barkhane et qui fait entrer l'armée de Terre dans l'ère du combat collaboratif.

Pour l'armée de l'air et de l'espace, le rapport parlementaire précédemment cité préconise de porter à 215 le nombre de chasseurs au lieu des 185 actuellement prévus et d'augmenter de 7 unités le nombre de ravitailleurs pour atteindre 22 pour être en conformité aux normes otaniennes. Mais l'augmentation du nombre d'aéronefs devra s'accompagner de l'acquisition de savoir-faire et de techniques permettant le Close Air Support (CAS) et, préalable à toutes actions au sol, à la SEAD. Quant à la marine, ce même rapport propose de passer à 18 frégates soit 3 de plus par rapport aux 15 prévues par la LPM. Cette augmentation quantitative devra s'accompagner d'un renforcement des missions de protection de nos côtes en particulier de nos infrastructures énergétiques et de communication.

Le risque de gap capacitaires en cas d'EM est grand si certains équipements ignorés depuis la fin de la guerre froide ne sont pas réintroduits dans nos armées.

La France a peut-être un modèle d'armée complet mais certaines capacités sont échantillonnaires quand elles n'ont pas été mises sous le boisseau depuis les années 90. Avec la maîtrise quasi totale de la troisième dimension par les armées occidentales dans nos interventions post guerre froide, la défense sol-air moyenne et longue portée a été peu à peu réduite et confiée à l'armée de l'air et de l'espace. Or dans un EM, le ciel ne nous appartiendra pas et les troupes au sol devront être accompagnées d'une couverture sol-air moyenne et longue portée pour compléter les SATCP en service dans l'armée de Terre. Il est donc vital de doter les forces terrestres de systèmes sol-air de moyenne et longue portée d'accompagnement (radar et systèmes d'armes) et de préférence sous blindage.

L'artillerie sol-sol doit renforcer ses capacités de frappe dans la profondeur. Le Caesar a montré ses qualités à Chammal, fait merveille en Ukraine et rencontre des succès à l'exportation mais sa portée est cependant limitée comme celle du LRU. Il est nécessaire de se doter de systèmes de frappe dans la grande profondeur capables de contre battre les systèmes d'un ennemi dont les frappes dans la profondeur sur des objectifs stratégiques font partie de la doctrine. De plus la protection des servants est à prendre en compte. Dans un EM les tirs de contre batteries sont à craindre or le service du Caesar exige que les canonnières soient à l'extérieur et sa cabine est peu blindée et la rapidité de tir et de changement de position ne sera peut-être pas suffisante pour protéger les artilleurs. Un système d'armes longue portée sous blindage (comme l'AU F1), meilleur compromis protection, puissance de feu et mobilité est à envisager.

Enfin le fait que la DGA cherche à se doter de munitions rodeuses est un premier pas vers le renforcement de notre capacité de frappe dans la profondeur.

Du temps de la guerre froide, on apprenait que, dans le cas d'un affrontement en centre Europe, les unités auraient à franchir une coupure humide majeure tous les 50 kilomètres. Cependant les théâtres d'intervention récents étaient plutôt dans des zones sèches d'où la diminution

progressive des capacités de franchissement du génie, domaine de spécialités qui est essentiellement intervenu dans des opérations d'ouverture d'itinéraire ces dernières années. Dans la perspective d'un EM, le génie doit retrouver les moyens et les savoir-faire de la contre mobilité et de la mobilité qui seront l'essentiel de ses opérations et le tout sous blindage pour pouvoir accompagner les troupes de mêlées au plus près de contacts.

Alors que dans les années 80, tous les exercices comprenaient une phase en ambiance NRBC, les derniers à avoir combattu dans une telle ambiance (lors de la guerre du Golfe) ont quitté le service actif ou sont sur le point de la faire. Les savoir-faire en la matière sont devenus l'apanage d'un seul régiment. Or dans un EM à son paroxysme, l'emploi de l'arme chimique par un des belligérants n'est pas à exclure. Cette éventualité est à prendre en compte, notamment dans la formation et l'entraînement de forces.

Enfin nos forces doivent être projetées rapidement et facilement en cas d'EM d'où la nécessité de développer de fortes capacités de transports stratégiques qu'il soit aérien ou maritime (capacités amphibies). Ceci peut se faire dans le cadre d'une coopération européenne⁶⁰. Toujours dans le cadre d'une projection, la France doit maintenir ses capacités d'entrer en premier et même les développer. Devant l'accroissement des moyens d'A2/AD d'ennemis potentiels, les forces amphibies doivent être renforcées.

La relative absence de l'aviation russe, pourtant nombreuse sur le papier, dans le ciel ukrainien est en partie due à l'absence de capacités SEAD. De ce fait, cette aviation, essentiellement dédiée au bombardement, est vulnérable aux systèmes de défense anti-aérien ukrainien. Elle est contrainte de voler à haute altitude pour échapper aux missiles anti-aériens à courte portée ce qui réduit son efficacité. Le futur groupe aéronaval et l'armée de l'air et de l'espace devraient se doter de systèmes SEAD tout en préparant les futurs standards du Rafale.

La sophistication des systèmes d'armes progresse sans cesse sous l'impulsion des progrès technologiques. Sous peine d'être distancées technologiquement et d'être victimes d'un *game changer*, les armées françaises doivent prendre en compte le développement des nouvelles technologies. Les missiles hypervéloces sont un exemple où la France est en retard. L'apport de l'IA et de la robotisation doit être appréhendé avec la plus grande constance. Dans ce domaine le programme Scorpion doit être renforcé pour accélérer la mise en œuvre du combat collaboratif et préparer le renouvellement du segment lourd et la robotisation des forces terrestres avec le projet Titan.

Parallèlement, la marine devrait accélérer ses recherches et son équipement en matière de drone naval.

L'IA, associée à la physique quantique, pourrait être mise à contribution pour élaborer des systèmes d'information et de commandement innovants et compacts.

La France doit s'appuyer sur la recherche pour devenir une puissance spatiale de premier plan capable de menées défensives mais aussi offensives. Il en est de même dans le domaine cyber, qui doit être développé pour non seulement être capable de se défendre face à une attaque mais aussi d'y répondre de façon offensive voire de la dissuader. Dans ce domaine comme dans les autres la dissuasion passe par notre capacité à faire savoir à un ennemi potentiel que nous avons

⁶⁰ Boussole stratégique, *Op. Cit.*, p 31.

les moyens de répondre à une attaque en lui infligeant des dommages considérables d'où l'importance de disposer de moyens cyber offensifs.

Cependant, il ne suffit pas d'avoir des systèmes d'armes en quantité et en qualité, il fait aussi pouvoir les approvisionner en munitions et en pièces détachées.

Développer les stocks

Un EM se caractérise par son intensité et éventuellement sa durée ce qui implique une forte consommation de munitions, d'ingrédients et de pièces de rechange induite par l'usure accélérée des matériels. Or avec la recherche d'économies via l'efficacité, la logique de flux a remplacé la logique de stock⁶¹.

Comme l'ont montré les difficultés d'approvisionnement en masques au début de la pandémie COVID, cette tendance doit s'inverser et il est nécessaire de reconstituer les stocks même si cela a un coût de possession élevé. En ce qui concerne les munitions, cette reconstitution concerne aussi les besoins pour la préparation opérationnelle (Prépa Ops) des forces. Le coût financier est important (évalué à 10 milliards d'euros)⁶² et il faut lui rajouter des crédits supplémentaires pour l'entretien des stocks, en effet les munitions ont un délai de péremption d'environ 10 ans.

Pour concilier besoin de stocks et ressources financières, une solution consisterait à constituer des stocks ciblés. Stocker des composants génériques ou des semi-conducteurs plutôt que des pièces détachées permettrait une remontée en puissance rapide en évitant l'obsolescence de celles-ci.

Le directeur général de Nexter, précisant que produire un obus à partir de zéro prend entre deux et trois ans, préconise d'avoir des stocks de munitions, de pièces de rechange dont le temps d'approvisionnement est long (canons d'artillerie). « Il faut dix mois pour produire un ébauché de canon de Caesar puis huit mois pour traiter ce tube et en faire un canon. Ces ébauchés se conservent très bien. On pourrait en stocker »⁶³.

Reconstituer les stocks voire les augmenter nécessite des capacités de stockage importantes. Il n'est pas évident que les infrastructures actuelles suffisent pour absorber les quantités voulues. L'extension voire la construction de nouveaux dépôts est à envisager maintenant sachant que les opérations d'infrastructures sont toujours très longues et qu'en matière de stockage de munitions ou de carburants elles se heurteront à une réglementation européenne tatillonne et à une levée de bouclier écologiste.

Enfin, en matière de munitions le stockage n'est pas la seule pierre d'achoppement. La production des munitions de petit calibre est à reconsidérer. La DGA avait fait le choix, toujours pour des raisons économiques, de les importer et d'abandonner la production nationale. Or un cas d'EM les risques de ruptures d'approvisionnement sont nombreux. Les besoins en munitions de petit calibre seront importants et concerneront de nombreux États. Il y aura donc une tension sur ce marché avec une augmentation des coûts et des risques de pénurie. À cela s'ajoutera une tension sur les voies d'approvisionnement avec un ralentissement probable des flux. Une

⁶¹ Commission de la défense nationale et des forces armées du Sénat, audition, à huis clos, de M. le général François Lecointre, chef d'état-major des armées, mercredi 22 avril 2020.

⁶² Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité *Op. Cit.*, p 112.

⁶³ *Ibid.* p 132.

renationalisation de la production des munitions de petit calibre est donc à envisager sérieusement.

La gestion des stocks est un des éléments du soutien dont la résilience est à améliorer.

Améliorer la résilience du soutien.

L'une des causes des déboires de l'armée russe est l'inconsistance de son soutien. Le MCO est défaillant et le ravitaillement tant en vivres qu'en carburant et munitions est erratique. Ceci montre bien l'importance d'une logistique robuste et résiliente dans un EM.

L'organisation actuelle de notre soutien est le résultat d'une recherche d'efficacité qui, s'il donne satisfaction en temps de paix ou pour des opérations de faible envergure, serait inefficace en cas d'EM. Elle manque d'épaisseur, c'est-à-dire de capacités de résilience et de régénération rapide des soutiens⁶⁴. Pour améliorer la résilience du soutien des mesures organiques sont à prendre tout en s'appuyant sur les nouvelles technologies.

Pour gagner en efficacité dans la montée en puissance et la conduite du soutien et ainsi en améliorer la résilience grâce à une meilleure utilisation des ressources, son retour dans le giron des armées est souhaitable. Ayant la maîtrise de leur soutien, les CEM gagneraient en temps et en coût lors du déclenchement et de la conduite des opérations améliorant ainsi la capacité à durer des forces engagées.

Tant pour des raisons idéologiques qu'économiques, les armées ont connu une période de civilianisation qui a essentiellement concerné le soutien. Remilitariser des postes dans le soutien permettrait d'augmenter le volume de forces disponible. En temps normal ces militaires formés et régulièrement entraînés effectueraient leurs tâches habituelles essentiellement dans l'administration et le soutien, mais ils seraient presque immédiatement employables en cas de montée en puissance. Durant leur projection, leur poste pourrait être occupé par des civils intérimaires. Ainsi on augmenterait le volume de soldats aptes aux opérations sans toucher quantitativement au plafond ministériel des emplois autorisés (PMEA).

Lors d'un EM, il est malheureusement probable que les pertes seront élevées. L'adaptation du service de santé des armées (SSA) semble donc nécessaire d'une part pour faire face à l'afflux de blessés en première ligne en améliorant sa mobilité et en renforçant l'instruction aux premiers secours au niveau des unités d'autre part en augmentant ces capacités de traitement en organisant la prise en charge des blessés par les hôpitaux civils.

Ces réformes structurelles pourront s'appuyer sur l'emploi des nouvelles technologies. L'IA a de multiples utilisations en matière de soutien. Elle permet en premier lieu l'automatisation de certaines tâches. Dans un futur proche, il est envisageable de constituer des convois logistiques autonomes qui réduiraient le besoin en personnel et permettrait une gestion fluide, rapide et aisée des flux. Le développement de la maintenance prédictive grâce à l'IA sera un facteur de résilience du soutien. En évitant les pannes, elle augmentera la disponibilité des matériels et en prévoyant au plus juste le besoin en pièces de rechange elle améliorera la gestion des stocks.

Une autre façon de fluidifier la maintenance est le développement de l'impression 3D qui permet plus de souplesse et une réduction des coûts. Il est aisé de modifier les logiciels pour changer de

⁶⁴ Voir Pesqueur Michel in, *La masse dans les armées françaises, un défi pour la haute intensité*, Op. Cit.

fabrication⁶⁵. Les imprimantes 3D sont faciles à déplacer et à installer. Elles peuvent donc être facilement déployées réduisant ainsi les contraintes logistiques du maintien en condition opérationnelle (MCO). Cela permet une meilleure résilience des matériels.

En préalable à ces adaptations, il est nécessaire d'honorer les référentiels en effectifs et en organisation (REO) du soutien car dans le soutien comme ailleurs des ressources humaines en qualité et en quantité sont la condition *sine qua none* au bon fonctionnement des armées.

Du personnel en qualité et en quantité

Une des caractéristiques d'un EM est la durée d'engagement de matériels sophistiqués. Pour servir des systèmes d'armes aux modes opératoires complexes, il faut du personnel compétent et entraîné ce qui implique un recrutement de qualité et une bonne fidélisation. Celle-ci passe par une attention de tous les instants portée au personnel et de bonnes conditions de travail et de vie résumée par ce slogan de l'armée de Terre : « vivre pour son métier et de son métier » et aussi par la mise en place d'un système de double équipage sur les FREMM (frégate multi missions) de la marine nationale. Le plan famille développé par le ministère des armées est une première marche vers une meilleure fidélisation qu'il faut poursuivre en favorisant de bonnes conditions d'exercice du métier par la fourniture de matériel performant et disponible et un emploi des militaires dans leur cœur de métier que ce soit en exercice ou en opérations.

L'éventualité d'un EM pose la question de la taille de nos forces. Un nouveau « *surge* » serait le bienvenu pour l'armée de Terre. Pour cela, il faut pouvoir bien recruter. Si nos armées connaissent moins de problème de recrutement que les armées alliées de rang équivalent (Allemagne, Grande- Bretagne), elles ne doivent pas baisser la garde et chercher des processus innovants proches des réservoirs de recrues. L'utilisation des réseaux sociaux est à développer et pourquoi pas le développement d'un univers « armées françaises » dans le métaver⁶⁶.

Les mesures structurelles à prendre pour mettre à niveau nos forces dans l'optique d'un EM sont longues à mettre en œuvre et coûteuses. Les adaptations opérationnelles demanderont moins d'effort financier mais une réelle volonté politique.

313) Des adaptations opérationnelles rompant avec un certain confort opératif

Il ne suffit pas d'avoir des plates-formes et des soldats en quantité et en quantité, il faut savoir bien les employer. Cela passe par une adaptation de la doctrine, la prise en compte de l'impératif de la coopération interalliées, le durcissement et l'adaptation de la Prépa Ops et la prise en compte des mutations technologiques.

Adapter la doctrine

L'approfondissement et l'adaptation de notre stratégie de défense passe d'abord par le maintien d'une dissuasion modernisée comme l'a rappelé le président de la République dans son discours

⁶⁵ Hammes T. X., *Deglobalization and International Security*, Cambria Press, Amherst, New York, 2019, 292 p, p 217.

⁶⁶ Pour plus de détail sur les ressources humaines dans les armées, voir Pesqueur Michel, *Les ressources humaines, un enjeu stratégique pour les armées*, Focus stratégique n° 98, juin 2020, [Les ressources humaines, un enjeu stratégique pour les armées | IFRI - Institut français des relations internationales](#)

sur la stratégie de défense et de dissuasion⁶⁷, la dissuasion nucléaire reste la « clef de voûte de notre sécurité et la garantie de nos intérêts vitaux ». Strictement défensive et suffisante, elle demeure au cœur de la protection et de l'indépendance de la Nation. Elle permet à la France de préserver ses intérêts vitaux contre toute agression d'origine étatique, d'où qu'elle vienne et quelle qu'en soit la forme. Cependant cette posture dissuasive ne se limite pas aux seules forces nucléaires. C'est un tout qui commence par la crédibilité des forces conventionnelles soulignée par une stratégie de communication ambitieuse. Il ne suffit pas d'être performant, il faut le faire savoir pour dissuader un ennemi d'une attaque.

Prenant en compte les mutations doctrinales d'ennemis potentiels en la matière, la France s'est dotée d'une stratégie de défense « En 2019, le ministère des armées a publié sa *Stratégie spatiale de défense*, qui insiste sur la nécessité de renforcer la connaissance de l'environnement spatial, ainsi que sur la nécessité de renouveler la doctrine en matière d'opérations spatiales. »⁶⁸

Pour dissiper le brouillard de la guerre savamment entretenu par ennemis potentiels au sujet de leur stratégie et de leurs modes opératoires, la conservation de la supériorité informationnelle est impérative. Cela permettra de « gagner la guerre avant la guerre » comme le dit le général Burkhard. Pour cela, la France doit se doter d'une doctrine cyber et de lutte informationnelle résolument offensive pour « ne pas subir » comme le disait le maréchal de Lattre de Tassigny.

En cas d'EM, des menées hostiles sont à craindre sur notre territoire notamment contre nos sites sensibles et nos installations majeures si ce n'est des actions de commandos ou de proxies. Face à cette menace potentielle, il serait utile de revoir notre doctrine de protection du TN en étudiant les possibilités de réactiver la défense opérationnelle du territoire et de renforcer le rôle de la réserve. Des unités constituées entièrement de réservistes dirigées par des états-majors tactique (EMT) également réservistes pourraient prendre les missions de protection du TN libérant ainsi les forces d'active pour le front. Cela implique de poursuivre la montée en puissance des effectifs de la réserve opérationnelle de premier niveau (RO1) et de s'assurer de l'efficacité des procédures de rappel de la RO2, sachant que les exercices de convocation partielle de celle-ci menés par l'armée de Terre ont soulevé de nombreuses difficultés pour rassembler les réservistes.⁶⁹

Enfin en matière doctrinale, il est nécessaire d'effectuer une bascule des efforts de la lutte anti-terroriste à la haute intensité ce qui passe par un renforcement de notre présence à l'Est, déjà amorcé avec la guerre en Ukraine et une intensification de la coopération interalliée.

La nécessaire coopération et l'intervention en coalition.

Pour l'EMA, l'hypothèse d'engagement majeur se décline en quatre grandes hypothèses pour un engagement français :

- dans le très structuré cadre de défense collective d'un article 5 du traité de l'Atlantique-Nord ;
- en tant que nation cadre d'une coalition à dominante plutôt européenne pour une action « d'entrée en premier » ;

⁶⁷ Discours du 7 février 2020 à l'École militaire.

⁶⁸ Gomart Thomas, *Op Cit.*, p 193.

⁶⁹ La réserve opérationnelle de l'armée de Terre est constituée de la réserve opérationnelle de premier niveau dite réserve d'engagement et de la réserve opérationnelle de deuxième niveau, dite réserve de disponibilité

- au sein d'une coalition internationale menée par les États-Unis de type guerre du Golfe ;
- un engagement lointain de type Malouines en quasi-autonomie⁷⁰.

L'intervention en coalition est donc le cas le plus probable et la seule façon de pouvoir tenir dans la durée. Ceci s'explique par le fait que c'est le meilleur moyen de générer la masse et les capacités suffisantes pour agir dans la durée et en projection et aussi par le jeu des alliances et des interdépendances, une agression d'un de nos alliés impliquerait quasi automatiquement une intervention à son profit⁷¹.

Intervenir en coalition exige une grande interopérabilité dans tous les domaines. La doctrine doit être commune, les systèmes d'armes compatibles de même que les munitions. La logistique doit aussi être interopérable ce qui n'est pas toujours évident. L'utilisation de l'IA permettrait le tri et le partage des données. Mais le plus important est que les soldats apprennent à combattre ensemble. Cela passe par une doctrine commune aux plus bas échelons. Si c'est le cas pour les marines et les armées de l'air otanienne ce n'est pas le cas dans le domaine aéroterrestre où la doctrine de l'OTAN s'arrête au niveau divisionnaire. Les concepts d'emploi des brigades et des unités subalternes étant nationaux. À défaut de concevoir une doctrine commune pour ces niveaux, le développement d'exercices interalliés et d'échanges entre unités est un moyen d'améliorer l'interopérabilité entre les différentes armées alliées au même titre que la participation d'unités alliées à nos opérations. La force Takuba en était un bon exemple même si sa montée en puissance n'a pu aller à son terme.

Parallèlement au développement de l'interopérabilité, il faut rechercher une meilleure intégration européenne en matière de défense en construisant une véritable capacité européenne d'action. La solidarité entre les États membres est certes exprimée à l'article 42, paragraphe 7, du traité de l'Union mais l'UE doit accroître sa présence, son efficacité et sa visibilité dans son voisinage et sur la scène mondiale pour être un acteur crédible dans une coalition⁷². Cependant, la guerre qui se déroule sur le sol européen montre que l'UE est encore largement dépendante des États-Unis via l'OTAN. Des pays membres préfèrent acheter de l'armement américain et font plus confiance au bouclier américain pour les protéger qu'à une hypothétique défense européenne. De plus la menace est de plus en plus pressante à l'Est-ce qui modifie la boussole européenne avec un rapprochement notamment entre l'Allemagne et la Pologne pour leur défense ceci se faisant sous couverture américaine.

S'entraîner ensemble est un excellent moyen de développer l'interopérabilité et l'entraînement doit être de surcroît durci et diversifié.

Entraînement ; durcissement et mode dégradé

Dans la perspective d'un EM, les forces doivent être prêtes à combattre longtemps dans un environnement peu permissif voire carrément hostile. Pour ce faire la Prépa Ops doit être orientée vers un durcissement des entraînements et un respect des normes OTAN d'entraînement ce qui n'est pas encore totalement le cas. Les pilotes d'aéronefs doivent pouvoir voler le nombre

⁷⁰ Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité *Op. Cit.*, p 87.

⁷¹ Sans parler de l'article 5 de l'OTAN.

⁷² Boussole stratégique, *Op. Cit.*, p 2.

d'heures exigées pour le maintien de leur qualification. Dans l'armée de Terre, les pilotes et tireurs doivent se voir attribuer suffisamment d'heures et de munitions pour être en mesure d'utiliser leurs systèmes d'armes au maximum de leurs capacités. Le nombre de jours à la mer doit être augmenté pour les bâtiments de premiers rangs et les pilotes de l'aéronavale voir leur nombre d'heures de pilotage croître significativement. Dans ces deux cas les objectifs d'entraînement fixés par la LPM ne sont pas atteints.

De plus les exercices doivent être durcis et rechercher plus d'intensité et de durée pour tester la résilience et la capacité des soldats à durer dans un environnement hostile. Pour l'armée de Terre la rusticité et l'endurance doivent être systématiquement recherchées. Les soutiens doivent être intégrés dans tous les exercices notamment ceux de grande ampleur programmés en interarmées comme Orion 2023⁷³.

Enfin l'accent doit être mis sur l'entraînement en mode dégradé. Dans un EM, le taux d'attrition des matériels sera important. Sans être totalement détruits des systèmes pourraient être suffisamment endommagés pour ne plus pouvoir fonctionner en mode nominal. De même, nos PC pourraient faire l'objet d'attaque cyber ou de brouillage, le fonctionnement des satellites d'observation, de télécommunication et de positionnement altérés. Nos forces doivent donc réapprendre à se diriger avec une carte et une boussole ou un sextant et un compas. Les PC doivent s'entraîner à des procédures en mode dégradé tout comme les servants des systèmes d'armes qui doivent pouvoir être capables de continuer le combat malgré la défaillance du mode nominal de leur systèmes d'armes. Or le service de nombreux systèmes est beaucoup plus difficile en mode dégradé, il est donc nécessaire de s'y préparer.

Se préparer au mode dégradé, ne veut pas dire qu'il faille renoncer à la technologie, au contraire le développement technologique de nos armées doit se poursuivre notamment en développant le man machine teaming (MMT).

Prendre en compte les mutations technologiques et le MMT

L'innovation est une ardente obligation pour la France si celle-ci souhaite conserver une voix autonome sur la scène internationale et être capable de tenir son rang lors d'un EM⁷⁴. Les secteurs clés tels que la 5 G, l'intelligence artificielle, le stockage des données, l'informatique quantique, l'énergie, nécessitent un élargissement des compétences dans les champs immatériels⁷⁵ et la mise en place de doctrine innovantes et offensives. La recherche dans ces secteurs permettra le développement du MMT générateur de masse et d'agilité sur le champ de bataille. L'association homme machine permet de multiplier des effecteurs et augmentant la protection des servants moins exposés. Elle impose de préciser la doctrine d'emploi notamment pour les

⁷³ Orion 2023 est un exercice niveau divisionnaire organisé par l'armée de Terre en 2023.

⁷⁴ Rapport d'information sur l'évolution de la conflictualité dans le monde, *Op. Cit*, p 14-15.

⁷⁵ Audition, à huis clos, de M. le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées, sur l'adaptation de la LPM 2019-2025 aux enjeux stratégiques, *Op. Cit*.

systèmes d'armes létales autonome (SALA). C'est ce qu'a fait dernièrement le comité d'éthique du ministère, dans un sens restrictif cependant⁷⁶.

Un EM ne concernera pas uniquement les forces armées. Tout en prenant des mesures strictement d'ordres militaires pour y faire face, il faut aussi préparer la Nation.

32) Préparer la nation

Pour que le front tienne, il faut que l'arrière résiste. Cela implique d'adapter notre tissu industriel et de développer la résilience et la protection de la population.

321) Adapter le tissu industriel

Si la mondialisation a eu des effets bénéfiques en réduisant la pauvreté et en augmentant le niveau de vie général, elle a modifié notre système productif par la tertiairisation au dépend de notre industrie lourde. Notre base industrielle et technologique de défense doit s'adapter aux nouvelles exigences d'un EM. Cela passe par un effort de R&D accru et le développement accéléré du cyber.

Adaptation de la BITD et recherche de l'autonomie (vers une économie de guerre ?)

Notre BITD est un secteur majeur de notre économie par les exportations qu'elle génère et une composante essentielle de l'autonomie nationale, la France étant capable de produire des systèmes d'armes divers en qualité mais moins en quantité. Elle garantit ainsi notre sécurité d'accès aux technologies nécessaires à notre approvisionnement en équipements de souveraineté et en systèmes d'armes critiques⁷⁷. Cependant, sa taille relativement réduite et son manque d'épaisseur risquent de nuire à sa résilience. En effet les industriels n'ont pas les moyens d'entretenir des chaînes de montage et des savoir-faire pour des matériels qu'ils fabriquent peu ou plus. Or, pour beaucoup d'entre eux, l'ouverture de nouvelles chaînes ou la réactivation d'anciennes, rendues nécessaires par l'attrition élevée des matériels et la consommation importante des munitions, prendrait entre 18 et 36 mois pour la plupart des matériels et équipements et jusqu'à cinq à six ans pour les plus complexes dont les aéronefs. Il est donc nécessaire d'anticiper la remontée en puissance de la BITD notamment en préservant les savoir-faire et la ressource humaine y afférant.

Dans le domaine du stockage des produits stratégiques, des munitions aux denrées alimentaires, un appel à des opérateurs privés ne serait pas iconoclaste.

En plus de l'adaptation de la BITD, la France doit se préparer à basculer rapidement dans une « économie de guerre ». Il ne s'agit pas de revenir à la distribution de coupons alimentaires mais d'augmenter notre capacité à produire et d'accroître notre autonomie. La réquisition d'entreprises civiles est à envisager⁷⁸ de même que le développement de domaines dans lesquels nous sommes très dépendants des importations. Le meilleur exemple est celui des semi-conducteurs produits

⁷⁶ Ministère de la défense, Comité d'éthique de la défense, Avis sur l'intégration de l'autonomie dans les systèmes d'armes létaux, 29 avril 2021, 47 p. [Microsoft Word - 20210428_NP_avis_SALAv2.29_FRA.docx \(defense.gouv.fr\)](#)

⁷⁷ *Actualisation stratégique 2021, Op. Cit.*, p 38.

⁷⁸ Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité *Op. Cit.*, p 10-12.

essentiellement en Asie. Ces éléments sont indispensables à la fabrication des systèmes d'armes modernes. Un embargo ou des difficultés d'approvisionnement de ces composantes serait très dirimant pour notre industrie de défense⁷⁹. Il faut éviter de se voir confronter aux mêmes difficultés que les Russes qui, du fait de l'embargo sur les composants électroniques qu'ils subissent, sont obligés d'en installer issus de l'électroménager civil. Cette remontée en puissance de l'industrie des semi-conducteurs pourrait s'effectuer dans un cadre européen.

Enfin pour coordonner toutes ces actions qui ne relèvent pas uniquement du ministère des armées, la création d'une cellule à vocation interministérielle chargée de planifier une remontée en puissance de l'industrie de défense et un passage en économie de guerre, avec la DGA et les ministères concernés est à envisager⁸⁰. L'adaptation de notre BITD doit s'accompagner d'un effort important en R&D.

R&D : quantique, automatisation, hypervélocité...

« Dans *Chocs futurs*, le Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) s'est efforcé d'identifier les ruptures technologiques susceptibles de provoquer des ruptures stratégiques à l'horizon 2030. Elles sont au nombre de sept : les armes hypersoniques, les armes spatiales, l'impression 3D, la biologie de synthèse, les neurosciences, la cryptographie, les robots et systèmes autonomes. »⁸¹

Pour ne pas perdre sa supériorité opérationnelle, l'armée française doit conserver sa supériorité technologique et pour cela la BITD doit avoir une politique de R&D très active. Outre les ruptures technologiques citées supra, une R&D poussée dans le domaine de l'IA et de la physique quantique est à favoriser. Prendre du retard dans ces deux domaines risque d'obérer à terme nos capacités de C4ISR.

Le maintien de notre supériorité technologique passe aussi par le développement du cyber.

Développement cyber

La France a fait de gros efforts en matière de cyber avec notamment l'élaboration d'une doctrine cyber et la création d'unités dédiées. Poursuivre dans cette voie permettra de gagner la guerre avant la guerre en conservant la supériorité informationnelle. Pour cela le développement de nos infra structures et de leur résilience est souhaitable.

En plus d'actions sur le renforcement de la BITD, un travail sur la résilience de la Nation s'impose.

322) Résilience et protection de la population (renforcement du moral).

⁷⁹ Des composants électroniques issus d'appareils électroménagers ont été retrouvés dans les chars russes, conséquence de l'embargo sur les composants électroniques pour les matériels de guerre décidé par les pays occidentaux.

⁸⁰ Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité *Op. Cit.*, p 11.

⁸¹ Gomart Thomas, *Op. Cit.* p 180.

Selon M. Manuel Lafont Rapnouil directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) au ministère de l'Europe et des affaires étrangères « nous pouvons être sûrs que dans un conflit, il y aura une recherche de disruption chez l'adversaire, pas juste de domination de ses forces armées, de disruption au niveau des infrastructures critiques, de la cohésion sociale, de la continuité de l'État »⁸². L'élaboration d'une stratégie de résilience est donc nécessaire et ce dans un cadre interministériel car les forces armées ne sont pas les seules à être concernées. L'État, les collectivités territoriales, les opérateurs d'importance vitale (OIV), les entreprises et les particuliers, tout le monde est concerné. Une culture de la crise doit être inculquée à tous les échelons de l'état. La crise de la COVID a montré les capacités de résilience de la population mais celles-ci doivent être renforcées notamment en prenant en compte la préservation du moral de la population.

Dans ce cadre, le développement de l'esprit de défense en poursuivant les efforts en faveur du renforcement du lien armées-Nation et en formant effectivement les professeurs aux enjeux de défense est un moyen de sensibiliser la population aux caractéristiques d'un EM. On pourrait ainsi la préparer à en subir les conséquences qui pourraient être d'ordre économique et sociétal car il faudra engager tout ou partie des ressources du pays et les pertes humaines risquent d'être conséquentes. Dans ce but, la préparation de la bataille des cœurs et des esprits est vitale. Il est nécessaire de se protéger des actions de guerre psychologique, de manipulation de l'information que l'ennemi pourrait engager afin de réduire la volonté de résistance de la population et son soutien à l'action des armées.

Après l'assassinat de Samuel Paty, une campagne de désinformation avait été menée sur les réseaux sociaux. La constitution d'une *task force* avait permis de caractériser cette attaque et à l'imputer à la Turquie. Elle a été pérennisée par la création, en conseil de défense, d'une agence de lutte contre les opérations de manipulation de l'information, sous l'égide du SGDSN, appelée Viginum dont les missions sont de veiller, détecter et caractériser les opérations d'ingérence numérique étrangères aux fins de manipulation de l'information sur les réseaux sociaux. Le but de Viginum est de repérer des messages viraux répandus par des bots [robots numériques] ou des comptes étrangers⁸³. Sa mission pourrait prendre un caractère plus offensif pour être en mesure de riposter aux attaques et acquérir ainsi un caractère dissuasif.

Le maintien du moral de la Nation est important dans le cadre d'un EM il doit être renforcé en retrouvant une mentalité de conquérant.

33) Retrouver une mentalité de conquérant

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les pays occidentaux se sont peu à peu installés dans un confort intellectuel et matériel au risque d'un affaiblissement de la volonté générale face à l'adversité. Pour faire face à un EM de nos forces et à ses conséquences, notre pays doit retrouver le goût de l'effort et un caractère résolument offensif. À cet effet, le pays doit attribuer aux

⁸² Rapport d'information sur l'évolution de la conflictualité dans le monde, *Op. Cit*, p 14-15.

⁸³ Rapport d'information en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la préparation à la haute intensité *Op. Cit*, p 105.

armées les moyens dont elles ont besoin, le renforcement moral de nos forces doit se poursuivre et la nation ne doit pas se voiler la face et ne rien s'interdire.

331) donner les moyens à la défense

Raimondo Montecuccoli, l'adversaire de Turenne disait que « pour faire la guerre il fallait 3 choses : de l'argent, de l'argent et de l'argent ». Les finances sont en effet le nerf de la guerre.

La LPM en cours est certes ambitieuse mais n'est qu'un rattrapage pour l'appareil de défense avec un effort financier de 197,8 milliards d'euros sur cinq ans, plus de 295 milliards d'euros sur sept ans, rigoureusement respectée depuis son adoption en 2018. Ce respect de la LPM doit être poursuivi jusqu'à son terme pour permettre une réparation de notre outil de défense fortement dégradé par les coupes budgétaires successives (voir supra). Cette réparation n'est qu'une étape vers ambition 2030 qui prévoit une modernisation de nos armées mais que la LPM actuelle ne permettra pas d'atteindre. Il faut donc poursuivre les efforts financiers au-delà de la LPM pour non seulement moderniser mais renforcer nos forces armées après 2030 afin de leur donner les moyens de se confronter efficacement à un ennemi potentiel robuste en cas d'EM. Tout cela en gardant à l'esprit que comme le disait le général Mac Arthur : « les défaites se résument à deux mots : trop tard ».

Les auteurs du rapport précité sur la haute intensité estiment que « le respect des marches à trois milliards prévues par la LPM est un minimum et l'effort devra se poursuivre au-delà de 2025. Organisant leurs propositions en deux temps, ils proposent, en premier lieu, de poursuivre la modernisation engagée pour améliorer la cohérence du modèle d'armée actuel, et en second lieu, de prendre quelques grandes mesures pour garantir la supériorité opérationnelle à horizon 2030. » ils évaluent également l'effort financier supplémentaire entre 40 à 60 milliards d'euros sur deux LPM. La future LPM en cours de discussion, même si elle est ambitieuse ne répondra que partiellement à ces exigences.

Un budget répondant aux besoins des armées est certes important mais il ne suffit pas à préparer un EM, le renforcement moral de nos forces est tout aussi indispensable.

332) renforcement moral de nos forces et lutte contre la guerre informationnelle (fake news, trolls...)

Les nombreux cas de SSPT lors de nos opérations actuelles augurent d'un risque de pertes psychologiques importantes en cas d'EM, d'où la nécessité de renforcer le moral des troupes avant et pendant l'engagement.

Ceci commence dès la formation en insistant sur l'instruction à l'histoire et à l'éthique. Comprendre pourquoi on se bat et on est prêt à donner sa vie est un facteur de renforcement du moral. De même le développement des compétences juridiques, notamment sur le droit de la guerre, pour l'encadrement supérieur permet de légitimer plus facilement les opérations. Sur le terrain, les soldats agiront sereinement s'ils sont protégés des fakes news, des trolls et des toutes tentatives de désinformation d'où l'importance de la lutte informationnelle sur le théâtre d'opérations.

Il est nécessaire d'étendre cette protection aux familles. Si l'arrière exporte ses doutes au front, le moral et la motivation des troupes au contact risquent de décliner. D'où l'importance de la prise en compte du bien être des familles ce qui se fait déjà dans les unités de l'armée de Terre avec les cellules familles ou dans les BdD avec les bureaux environnement humain mais qu'il serait utile de renforcer et de systématiser.

Le renforcement moral de nos soldats ne doit pas être contrarié par une réticence à prendre des mesures parfois dures et pouvant heurter la morale universaliste.

333) Ne pas se voiler la face et ne rien s'interdire

Pendant longtemps le monde occidental a vécu dans un optimisme béat, se voilant la face et refusant de voir que tout le monde n'avait pas les mêmes conceptions de la morale et des relations internationales. Cette attitude naïve est maintenant désuète et il est temps de regarder le monde tel qu'il est et d'en tirer les conséquences. La première chose à faire est de faire reconnaître systématiquement les spécificités militaires dans l'application des normes souvent trop contraignantes pour assurer une défense de qualité. Ces normes peuvent concerner la protection de l'environnement, l'accessibilité des casernements ou encore le temps de travail des personnels militaires. Il faut chercher des moyens de les adapter afin de maintenir nos capacités opérationnelles. De même le code des marchés publics pourrait être adapté (allègement des procédures) afin de permettre l'achat rapide de matériel sur étagère pour faire face à un manque d'engins ou un *game changer*. Dans le cadre d'une « économie de guerre » évoquée supra, le ministère des armées devrait avoir plus de latitudes pour acquérir dans l'urgence les équipements nécessaires au maintien de l'efficacité de nos forces.

« Ne disposant pas des capacités “intermédiaires” pour investir ces zones, nous sommes souvent dans une logique binaire du “tout ou rien”, et, souvent, c'est le rien qui l'emporte et laisse le champ libre à nos compétiteurs. Il nous faut surmonter le paradoxe entre la performance sans éthique reprochée à Wagner et l'éthique sans performance dans laquelle nous nous drapons⁸⁴. » a écrit le général d'armée Didier Castres à propos du « Far West hybride » créé par ces pratiques dans les zones grises. Les pays occidentaux s'interdisent d'agir dans ces zones créées par leurs adversaires, se confinant à l'inaction. La question est donc la suivante : que faire contre des ennemis potentiels qui ne s'interdisent rien et qui s'affranchissent des valeurs occidentales qu'ils rejettent par ailleurs. Il faut veiller à ne pas se retrouver en déséquilibre tactique face à eux. Dans son dernier ouvrage *Azincourt par temps de pluie*⁸⁵, Jean Teulé décrit la « réunion d'état-major » dans le camp français la veille de la bataille. Autour du connétable, on s'interroge sur l'attitude à adopter face à l'armée anglaise en déroute et quel plan de bataille adopté. Le maître des arbalétriers propose de placer ses hommes en première ligne avec l'artillerie afin de réduire à merci l'ost Godon. Cette proposition suscite un tollé parmi l'assistance car c'est contraire aux

⁸⁴ Castres Didier Général d'armée, « *Avec l'irruption de Wagner au Mali, nous assistons à l'apparition d'une espèce de Far West des relations internationales* », Le Monde, 2 janvier 2022. URL : « [Avec l'irruption de Wagner au Mali, nous assistons à l'apparition d'une espèce de Far West des relations internationales](https://www.lemonde.fr) » ([lemonde.fr](https://www.lemonde.fr))

⁸⁵ Teulé Jean, *Azincourt par temps de pluie*, Miallet-Barrault, Paris, 2021, 202 p.

règles de la chevalerie. La cavalerie passera en tête car il faut combattre selon les règles. En face Henri V n'a pas les mêmes intentions, il fait passer l'efficacité avant le panage au mépris des règles de la chevalerie. À la fin de la journée du lendemain, les Français sont battus et en déroute pour avoir préféré des règles désuètes au dépend de l'efficacité tactique. Il faut donc mener une réflexion poussée sur la riposte à adopter face à des ennemis qui ne respecteront pas les règles et qui utiliseront par exemple des SALA et des sociétés militaires privées. Et ce sans délai, car tout retard aura des conséquences néfastes pour nos troupes sur le terrain. Ne reproduisons pas l'erreur commise avec les drones dont la France a longtemps refusé qu'ils soient armés pour s'y résoudre *in fine*. Au bilan, entre les tergiversations françaises et les exigences allemandes plus écologiques qu'opérationnelles l'eurodrone⁸⁶ a pris un tel retard que l'Europe est encore tributaire des États-Unis ou d'Israël pour la fourniture de ce type de système essentiel à la guerre moderne tandis que la Turquie et l'Iran exportent allégrement les leurs.

Conclusion :

Dans un monde où l'ordre international issu de la seconde guerre mondiale est remis en question et la stabilité des relations internationales rendue incertaine, un engagement majeur de nos forces n'est plus une hypothèse d'école. Dans le cas d'une telle éventualité, l'intervention de nos forces se fera certainement dans la cadre d'une coalition et se soldera hélas par des pertes humaines et matérielles élevées. Sans être total, cet affrontement verra l'utilisation de tout le spectre de la conflictualité et l'emploi de tous les systèmes d'armes à l'exception du nucléaire stratégique. Si nos forces sont capables d'affronter un ennemi de rang équivalent grâce à un modèle d'armée complet, elles manquent d'épaisseur pour tenir dans la durée. Des adaptations de notre modèle sont donc nécessaires pour faire face à un EM. Cela passe, entre autres, par une adaptation d'ordre militaire et un renforcement de la résilience de la Nation. Mais le plus important est d'avoir la volonté de maintenir un outil militaire efficace et de qualité car comme l'a écrit Thucydide dans sa *guerre du Péloponnèse* : « Ce n'est pas le nombre des navires ni l'épaisseur de la muraille qui fait la force de la cité mais la volonté de ses habitants. » Ce qui se vérifie tous les jours en Ukraine.

⁸⁶ De plus, il n'est pas certain qu'il soit armé. Dans l'accord de gouvernement allemand, les verts refusant une telle éventualité.